



RECU DES FEUX DE FORÊT EN 2025

UN ÉTÉ SOUS CONTRÔLE

Page 5

LE JEUNE

N° 8271 LUNDI 25 AOÛT 2025

ALGÉRIE - CHINE

INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net

Une
coopération en
forte croissance

Page 3

AFRIQUE DU NORD

LE MAROC, UNE MENACE POUR LA PAIX

La politique expansionniste du régime du Maroc est un véritable danger pour la paix et la sécurité dans toute la région de l'Afrique du Nord. C'est la conclusion des travaux d'une Conférence internationale organisée à New York, aux Etats-Unis, consacrée aux menaces induites par l'occupation marocaine du Sahara occidental et son refus d'appliquer les résolutions onusiennes sur l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui depuis la signature des accords de cessez-le-feu il y a 35 ans. Page 24



PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE

Un socle de
l'identité nationale

Page 3

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE SLOVÉNIE

Engouement
pour le pavillon
algérien

Page 4

ILS S'ÉTALERONT JUSQU'AU 28 AOÛT

Coup d'envoi des
«Spectacles
humoristiques d'Oran»

Page 9

ÉCOLE SUPÉRIEURE DU TOURISME

Top départ pour les inscriptions

Un nouveau calendrier vient d'être dévoilé par l'Ecole nationale supérieure du tourisme (ENST). Cette dernière a annoncé le coup d'envoi des inscriptions pour le concours d'entrée à la promotion 2025. Les candidats intéressés auront du lundi 25 août jusqu'au 5 septembre prochain pour soumettre leur dossier en ligne. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué de l'établissement.

Acet égard, il a été précisé que la procédure d'inscription se fera exclusivement via la plate-forme numérique, en accédant à l'espace candidat « candidature » à partir du lien suivant : <https://Ens-tourisme.dz>. Chaque postulant devra renseigner ses informations personnelles afin de valider son inscription.

Cependant, l'accès à ce concours reste soumis à des conditions précises. En effet, seuls les candidats réunissant trois critères essentiels seront autorisés à concourir, toujours selon la même source.

En outre, les candidats doivent avoir réussi l'examen du baccalauréat de 2025, ou celui de 2024 à condition de ne pas s'être déjà inscrits à l'université, avoir une moyenne d'admission égale ou supérieure à 11,5/20 et être titulaires d'un baccalauréat dans l'une des spécialités suivantes : gestion et économie, sciences expérimentales, mathématiques ou techniques mathématiques, ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent.

Il s'agit également de réussir un concours national en deux étapes, comprenant des épreuves écrites (culture générale, mathématiques et langue étrangère) ainsi qu'une épreuve orale devant le jury.

Ils doivent également avoir une moyenne d'admission minimale de 11,5 sur 20. Pour en savoir plus, la note du baccalauréat fixée par circulaire ministérielle (la note requise) est disponible sur la plate-forme numérique d'inscription. Enfin, il convient de noter que l'ENST a souligné que la réunion de ces trois conditions est obligatoire pour que l'inscription soit validée. Il convient de rappeler que la rentrée 2024/2025 a été marquée par l'engouement des jeunes pour la filière, avec plus de 1 800 candidatures enregistrées pour la



La procédure exclusivement en ligne.

précédente rentrée. L'ex-ministre du secteur avait annoncé la création prochaine d'une nouvelle Ecole nationale supérieure du tourisme à Tipasa, dotée d'une capacité de plus de 500 places pédagogiques. Ce projet, gelé depuis 2015, est jugé essentiel pour la modernisation et le développement durable du secteur touristique national.

D'ailleurs, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé, au mois de mars dernier, une réunion visant à réactiver le projet de construction de

l'école qui, selon elle, respectera les normes nationales et internationales, et sera équipée de structures modernes adaptées aux besoins de formation des jeunes aspirant à une carrière dans le tourisme. Pour concrétiser ce projet, un terrain de 11,86 hectares avait été attribué à Tipasa en 2012, mais la construction n'a jamais été lancée. La ministre a ainsi ordonné la préparation d'un dossier complet justifiant la levée du gel afin de le soumettre aux autorités compétentes. Cette future école

visait à former une nouvelle génération de professionnels du tourisme, capables d'accompagner la croissance et la modernisation du secteur en Algérie.

Pour l'année 2024/2025, 986 étudiants ont suivi une formation en licence et 44 étudiants ont été inscrits en master, confirmant ainsi l'engagement de l'ENST à fournir une offre de formation cohérente avec les besoins du secteur touristique national.

Khalil Aouir

RENTREE UNIVERSITE À BÉJAÏA

Près de 7 800 nouveaux étudiants attendus

L'UNIVERSITÉ de Béjaïa, avec ses quatre campus, Aboudaou, El Kseur, Amizour et Targa Ouzemour, devrait accueillir 7 798 étudiants cette année. Ces derniers ont été affectés à l'issue des deux premières phases d'inscription et de confirmation des choix. La majorité de ces étudiants a déjà réglé les frais d'inscription, effectué les demandes d'hébergement et de transport, et s'apprête à déposer les demandes de bourse très prochainement.

Selon le professeur Saïd Bey, vice-recteur chargé de la pédagogie « 1 316 étudiants ont été affectés en sciences et technologies (ST), 1 213 en sciences économiques, gestion et commerciales (SEGC), 609 en droit, 150 en architecture et 157 en hydraulique ».

Il précise également que 175 étudiants ont été affectés en médecine, 75 en médecine et informatique, 69 en pharmacie, 680 en sciences de la nature et de la vie, 511 en sciences sociales, 411 en sciences humaines, 124 en

sciences et techniques des activités physiques et sportives, 220 en informatique, 339 en mathématiques, et 193 en sciences alimentaires, entre autres.

Concernant la période consacrée aux cas particuliers, ces derniers ont déposé leurs demandes de transfert entre établissements, soit au niveau local, soit vers d'autres wilayas. Ils ont également pu demander un changement de filière à partir du 19 août. La période des recours relatifs aux transferts et aux changements de filière s'est achevée hier à minuit, en attendant la proclamation des résultats prévue pour le 26 août.

Le 31 août marquera le début du paiement en ligne des frais d'inscription. Les étudiants devront alors effectuer ce paiement via la carte Edahabia, déposer leurs demandes de transport et d'hébergement, et enfin soumettre leur demande de bourse, entre le 1er et le 15 septembre prochain.

Pour rappel, une période avait également été consacrée aux titulaires du baccalauréat antérieur non utilisé, du 24 juillet au 5 août.

Par ailleurs, l'université Abderrahmane Mira de Béjaïa, qui regroupe quatre campus et huit facultés, propose actuellement 214 spécialités, réparties sur 12 domaines et 31 parcours de formation. De nouvelles formations seront également intégrées l'année prochaine (2026), en fonction des besoins socio-économiques exprimés par le marché du travail ainsi que ceux de la wilaya et de ses environs immédiats. Il est notamment prévu l'ouverture de spécialités en lien avec le transport, le tourisme, le génie de l'eau et la chirurgie dentaire.

Il est utile de rappeler que l'université de Béjaïa compte environ 40 000 étudiants, dont près de 8 000 devraient obtenir leur diplôme cette année. La moitié d'entre eux quittera ainsi l'université.

N. Bensalem

COMPLEXE DE THALASSOTHÉRAPIE DE SIDI FREDJ

L'excellence du tourisme de santé est de mise

PREMIER établissement du genre à l'échelle nationale, le complexe de thalassothérapie de Sidi Fredj, relevant du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT), entend se positionner comme une référence en matière de tourisme thérapeutique en Algérie. Alliant soins médicaux, détente et confort hôtelier, le site mise sur la qualité des prestations pour attirer une clientèle nationale et régionale.

Doté de deux unités principales, un centre de thalassothérapie et un centre de remise en forme récemment inauguré, le complexe se présente comme un espace dédié au bien-être global. « Il s'agit d'un établissement de soins et de détente qui adopte une approche intégrée combinant

santé et loisirs », explique Nassima Lamouri, directrice technique du site.

La nouvelle unité accueille ses curistes dans un hôtel en cours de classement 4 étoiles, doté de 30 chambres et deux suites, pour une capacité totale de 64 lits. Le complexe offre également un restaurant haut de gamme de 100 couverts, une cafétéria, une salle de conférences et deux salles polyvalentes, destinées aux activités culturelles et thérapeutiques.

L'espace bien-être comprend deux piscines, un jacuzzi, des espaces de repos, ainsi qu'une salle de remise en forme moderne. De son côté, le centre de thalassothérapie, plus vaste, propose 128 chambres (dont 10 acces-

sibles aux personnes à besoins spécifiques), avec une capacité totale d'accueil de 250 lits.

L'offre thérapeutique du complexe inclut la thalassothérapie, la rééducation physique en milieu marin, ainsi que des soins à sec comme la kinésithérapie, la gymnastique médicale, l'électrothérapie, les ultrasons, les ondes de choc, la cryothérapie, le massage drainant, la thermothérapie à la paraffine, ou encore l'infra-rouge.

« Nous utilisons de l'eau de mer captée à 500 mètres du rivage, chauffée à 30-32°C, pour optimiser la circulation sanguine et soulager les douleurs articulaires », explique Azzedine Hanache, directeur d'exploitation du centre.

Aymen D.

PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE

L'Histoire socle de l'identité nationale

La mémoire nationale constitue l'un des fondements immuables de l'Etat, œuvrant à la préserver tel un héritage vivant destiné à consolider l'identité et l'unité de la nation. C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, lors de la célébration du trentième anniversaire du Centre national d'études et de recherches sur le mouvement national, la résistance populaire et la Révolution du 1er-Novembre.

M. Rebiga a affirmé que « la mémoire nationale est une composante vitale de notre être collectif et un socle de notre unité », dans son discours célébrant cet anniversaire, au siège du Centre national d'études, dans un hommage appuyé à une structure qui demeure un bastion de la vérité historique. Il a également souligné que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a toujours considéré l'histoire et la mémoire nationale comme des fondements essentiels de l'identité collective et de la doctrine de sécurité de l'Etat. Le ministre a soutenu qu'il y a trente ans, le Centre national d'études et de recherches sur la résistance populaire est né de la volonté d'institutionnaliser la recherche historique et de la protéger contre les lectures réductrices ou falsifiées. M. Rebiga a assuré que cette structure offre un cadre académique solide, permettant aux chercheurs d'analyser toutes les étapes de la lutte nationale selon une méthodologie rigoureuse et documentée. Il a relevé que l'un des apports majeurs du centre réside dans sa capacité à déconstruire les récits de l'école coloniale et à réfuter ses thèses, lesquelles visent à fragiliser l'héritage mémoriel de l'Algérie. « Ce centre demeure un instrument de résistance intellectuelle face aux discours qui s'attaquent à notre patrimoine, nos symboles et notre mémoire », a-t-il ajouté. En outre, il a assuré que « la référence historique de l'Algérie est construite sur le socle de la victoire », rappelant que le peuple algérien, forgé par ses luttes et ses sacrifices, a toujours porté en lui l'esprit de la résistance. « La doctrine de notre peuple est celle des victoires, a-t-il affirmé, il ne croit ni aux échecs ni aux défaites, en dépit des campagnes mensongères, des tribunes suspectes et des tentatives vaines de porter atteinte à l'unité nationale ». Le ministre a également mis en avant la force de la cohésion interne comme clé de la résilience du pays, soutenant que « l'Algérie est parfaitement consciente, sur le plan régional et international, des enjeux



Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga.

qui l'entourent. Son pari demeure la répétition des victoires, grâce à la solidité de son front intérieur et à la symbiose entre le peuple et sa direction ». Il a souligné que cette dynamique repose sur l'accumulation des expériences historiques, la profondeur des valeurs transmises et la capacité de l'élite nationale à analyser les événements et à en tirer les justes enseignements.

UN FRONT INTÉRIEUR FACE À UNE PROPAGANDE MALVEILLANTE

M. Rebiga a également mis en exergue la place centrale de la mémoire dans la construction de l'identité nationale, rappelant qu'elle n'est pas un simple ensemble d'archives mais « un pilier de notre être collectif, incarné par le génie et le sacrifice des fils et filles de l'Algérie ». Face aux « plates-formes calomnieuses » et à la « propagande malveillante » qui cherchent à semer la discorde, le ministre a martelé que l'Algérie trouve sa force dans « la cohésion de son front intérieur » et dans l'unité indéfectible entre le peuple

et ses dirigeants. Il a ajouté que cette cohésion constitue le gage des victoires futures et la meilleure protection contre les tentatives de division. En outre, le ministre a tenu à rappeler que, depuis sa création, le centre a bénéficié d'un accompagnement permanent de son département afin qu'il demeure un instrument efficace au service de la recherche scientifique historique. Cet appui s'est traduit par la mise en place de mécanismes garantissant la continuité de ses missions, le renforcement de sa visibilité sur la scène scientifique nationale et internationale, ainsi que par une vigilance constante pour que la mémoire nationale reste vivante et solidement enracinée. M. Rebiga a ainsi affirmé que « notre objectif est d'œuvrer sans relâche afin que la mémoire nationale soit transmise aux générations futures de manière responsable, scientifique et académique, tout en contribuant à consolider un discours national cohérent et fédérateur ». Dans le prolongement des orientations présidentielles, M. Rebiga a salué les

efforts de coopération entre les institutions, les chercheurs et la société civile, estimant que la documentation et la diffusion de l'histoire doivent être « l'œuvre d'une action collective et intégrée ». Il a rappelé que la mémoire nationale ne peut être défendue efficacement qu'à travers une synergie entre l'ensemble des acteurs concernés, en l'occurrence l'Etat, les organismes scientifiques, les associations et les citoyens. La cérémonie s'est conclue par un hommage rendu à ceux qui ont contribué à bâtir et à développer le centre depuis trente ans, qu'il s'agisse des chercheurs, des responsables ou des partenaires. Trente ans après sa création, le Centre national d'études et de recherches sur la résistance populaire apparaît plus que jamais comme une forteresse intellectuelle. Sa mission demeure essentielle, celle de protéger la mémoire nationale des distorsions, l'ancrer dans la conscience collective et en faire un rempart solide face aux tentatives de division. **Sihem Bounabi**

ALGER-PÉKIN

La coopération s'intensifie dans les secteurs stratégiques

LE MINISTRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Ibrahim Merad, a reçu hier en audience l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Dong Guangli. Cette rencontre a permis de consolider la coopération bilatérale dans des domaines stratégiques tels que la police, la protection civile, la gestion des risques majeurs, mais aussi la formation spécialisée et le développement des capacités humaines. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre entre le ministre Merad et l'ambassadeur chinois s'inscrit dans la continuité de cette dynamique. Les deux responsables ont évoqué les perspectives d'échanges techniques et de renforcement des capacités, en particulier dans les domaines de la police, de la sécurité civile et de la gestion des catastrophes. Ils ont

également insisté sur l'importance de la formation spécialisée comme levier de développement durable, notamment à travers des partenariats entre les académies nationales des deux pays. Cette réunion a été l'occasion pour les deux parties de saluer l'excellence des relations algéro-chinoises, fondées sur une amitié historique remontant à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. La Chine fut en effet l'un des premiers pays à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en 1958, posant ainsi les bases d'une alliance durable. Ces dernières années, la coopération entre les deux pays s'est intensifiée. En 2014, l'Algérie et la Chine ont élevé leurs relations au rang de partenariat stratégique global, et en 2022, les deux pays ont signé un deuxième plan quinquennal de coopé-

ration stratégique (2022-2026), élargissant leur collaboration à des secteurs comme les infrastructures, la gouvernance locale, la formation et la sécurité. Cette feuille de route a été concrétisée par plusieurs programmes conjoints, notamment dans le domaine de la numérisation des services publics et la gestion urbaine intelligente. Par ailleurs, la coopération s'étend à d'autres domaines, comme l'urbanisme et la gouvernance territoriale. Une journée d'étude conjointe a récemment été organisée à l'École nationale supérieure des ingénieurs de la ville de Tlemcen, mettant en lumière l'expérience chinoise en matière de développement urbain durable. Ces échanges visent à accompagner les collectivités locales algériennes dans leur transition vers des modèles de gestion plus modernes et plus efficaces.

La dimension humaine et culturelle n'est pas en reste. La Chine soutient activement les échanges universitaires et linguistiques, avec la création d'un département de langue chinoise à l'Université d'Alger 2 et l'ouverture prochaine d'un Institut Confucius en Algérie. Ces initiatives renforcent les liens entre les deux peuples et participent à une meilleure compréhension mutuelle. Selon le ministère, cette rencontre traduit la volonté partagée de renforcer un partenariat stratégique multidimensionnel, fondé sur la confiance, l'efficacité et des intérêts communs. Dans un contexte régional et international en constante mutation, l'Algérie et la Chine misent sur une coopération pragmatique et solidaire pour relever ensemble les défis de demain. **Meriem D.**

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE AGRA 2025 EN SLOVÉNIE

ENGOUEMENT DES VISITEURS POUR LE PAVILLON ALGÉRIEN

Nouvelle opportunité pour les produits algériens de se faire connaître sur les marchés extérieurs. Plus de 15 entreprises algériennes pionnières dans le secteur de l'agriculture et l'agroalimentaire prennent part au 63^e Salon international de l'agriculture et de l'alimentation (AGRA 2025) qui se tient jusqu'au 28 août à Gornja Radgona, en Slovénie. C'est ce qu'a indiqué le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, signalant l'engouement des visiteurs pour le pavillon algérien.



Une opportunité pour le produit DZ.

Cette participation s'inscrit, selon le ministère du Commerce extérieur, dans le cadre du «renforcement du partenariat économique entre l'Algérie et la République de Slovénie, en prolongement des relations privilégiées et ancrées lors de la visite officielle du président de la République, Abdelmadjid Tebboune». Cette participation constitue, a-t-on précisé, «une étape stratégique en vue de promouvoir la coopération bilatérale et d'ouvrir de nouvelles perspectives aux produits algériens, reflétant ainsi la volonté politique commune entre l'Algérie et la Slovénie de nouer des partenariats économiques équilibrés et pérennes». Le pavillon algérien,

encadré par le ministère, connaît une grande affluence des visiteurs slovènes qui ont affiché un grand intérêt pour les produits algériens exposés, a fait savoir le département du Commerce extérieur.

Cela, a-t-on ajouté, dénote l'attractivité et la compétitivité du produit algérien dans les marchés européens. La 63^e édition du Salon international de l'agriculture et de l'alimentation a ouvert ses portes, samedi, sous le patronage de la ministre slovène de l'Agriculture, des Forêts et de l'Alimentation, Mateja Čalušić. Accompagnée de l'ambassadrice d'Algérie en Slovénie, Sabrina Kassi Dai, la ministre a visité le pavillon algérien. Ce dernier a

enregistré un grand engouement de la part des professionnels et des visiteurs européens, lesquels ont exprimé «leur admiration pour la qualité et la diversité des produits algériens, ainsi que leur compétitivité qui va leur permettre de pénétrer les marchés européens», a indiqué le ministère du Commerce extérieur, soulignant l'importance de la participation à cette manifestation économique internationale.

Selon le département du Commerce extérieur, «cette participation s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, visant à diversifier l'économie nationale et à renforcer la présence de l'Algérie sur les marchés internationaux à

travers l'agriculture et les industries agroalimentaires».

C'est aussi une occasion pour les entreprises algériennes présentes de nouer des partenariats avec leurs homologues slovènes, notamment, et aussi de bénéficier du savoir-faire du pays, principalement dans le secteur de l'agriculture, car ce secteur constitue un axe stratégique de la coopération avec la Slovénie qui est un pays pionnier en matière d'agriculture intelligente, et pourrait ainsi apporter son expertise s'agissant, entre autres, de l'optimisation des ressources hydriques et de la gestion numérique des cultures.

La relation bilatérale entre l'Algérie et la Slovénie a franchi une

nouvelle étape, suite à la visite, de mai dernier, du président de la République en Slovénie, où il avait fait part de la volonté de d'élargir la coopération avec la Slovénie dans divers secteurs. La présidente de la République de Slovénie, Nataša Pirc Musar, qui avait affirmé que la visite du président algérien Tebboune, accompagné d'une importante délégation, marquait «une étape significative dans le développement des liens entre les deux pays», a notamment insisté sur la nécessité d'adopter des politiques durables et de promouvoir des initiatives dans les domaines de l'agriculture, des technologies et de la gestion de l'eau.

Lilia A. A.

GRÂCE À LA RÉPARATION DES FUITES D'EAU

La SEAAL a économisé 8 millions de m3

AVEC un coût économique et social important, la réparation des fuites d'eau constitue un grand défi pour les sociétés de distribution. La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), qui dit œuvrer d'arrache-pied pour localiser et réparer ces fuites, a affirmé qu'elle a réussi à économiser près de 8 millions de mètres cubes (m3) d'eau potable au cours de l'année 2024. Cette année aussi, la société dit maintenir le rythme des réparations, avec la prise en charge de plus de 11 800 fuites durant le premier semestre de 2025.

La préservation de la ressource hydrique et la lutte contre son gaspillage doivent plus que jamais être une priorité, compte tenu du défi climatique et de son impact sur cette ressource. Dans son bilan d'activités, la SEAAL est revenue sur les différentes interventions de ses équipes qui ont pu réparer, durant l'année 2024, environ 24 000 fuites sur le réseau de distribution dans les wilayas d'Alger et de Tipasa, économisant ainsi près de 8 millions de m3 d'eau potable.

Un rythme d'interventions sur le terrain et de réparations que compte maintenir la société durant l'année 2025. Ce qui se traduit par des chiffres assez éloquentes, d'au-

tant que la SEAAL a fait savoir que durant le premier semestre de l'année cours, 11 855 fuites ont été colmatées. Ces actions ont contribué à rationaliser la consommation d'eau et améliorer le rendement du réseau dans les zones couvertes par la société, a-t-elle précisé.

La réparation des fuites d'eau se présente comme un vrai défi pour le secteur, d'autant que les fuites sur les réseaux d'eau potable dans la wilaya d'Alger ont représenté 30 à 40% des volumes d'eau distribués quotidiennement, selon un bilan établi par la SEAAL les années précédentes. L'Algérienne des eaux (ADE), qui fait de la réparation des fuites une priorité afin de faire face aux pénuries et lutter contre le gaspillage de cette ressource vitale, fournit, de son côté, des efforts considérables pour faire face à ces fuites. L'ADE a fait état de la réparation de plus de 350 000 fuites d'eau en 2022 dans le cadre de son programme visant la préservation de la ressource hydrique et la lutte contre son gaspillage.

Selon la même source, ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale du secteur des ressources en eau, visant à préserver les ressources hydriques face aux défis climatiques et à la pression crois-

sante sur les réseaux. Cette stratégie mise sur la réduction des pertes et l'amélioration de la performance de la distribution pour garantir la continuité du service public de l'eau potable.

PLUS DE 380 MILLIONS DE M3 D'EAU DISTRIBUÉS EN 2024

Le bilan de l'année 2024 a également indiqué que la SEAAL a mobilisé un volume total de 387 millions de m3 d'eau, dont 320 millions pour la wilaya d'Alger, répartis entre 51% provenant des stations de dessalement, 27% des eaux souterraines et 22% des eaux superficielles. La wilaya de Tipasa a reçu 67 millions de mètres cubes, dont 38% issus du dessalement, 32% des eaux souterraines et 30% des barrages, a-t-on indiqué.

S'agissant de la qualité de l'eau, la SEAAL a affirmé que l'entreprise effectue chaque année plus de 120 000 analyses d'échantillons prélevés à différents points du réseau de production et de distribution, afin de garantir la qualité de l'eau et sa conformité aux normes de consommation. À cela s'ajoutent 12 000 analyses physico-chimiques et bactériologiques ainsi que 282 000 tests de chlore. La consommation

quotidienne moyenne d'eau dans les wilayas d'Alger et de Tipasa s'élève à environ un million de mètres cubes. Au-delà de ces wilayas, la SEAAL assure également l'approvisionnement de la wilaya de Blida à hauteur de 20 000 à 30 000 m3 par jour, en plus de volumes supplémentaires destinés aux wilayas de Tizi Ouzou et de Boumerdès, directement ou indirectement. Au total, près de 5 millions de personnes bénéficient des services de la société, selon la même source.

Il y a lieu de signaler aussi le travail de sensibilisation accompli par les autorités. Dans le cadre d'une approche globale visant à renforcer la sécurité hydrique durable, les pouvoirs publics multiplient les programmes de sensibilisation à l'usage rationnel de l'eau.

Parallèlement, les investissements dans les projets de dessalement de l'eau de mer se poursuivent, considérés comme une solution stratégique pour assurer des sources d'approvisionnement alternatives et pérennes, notamment dans les zones côtières à forte densité de population, réduisant ainsi la dépendance aux ressources superficielles et souterraines, de plus en plus vulnérables aux effets du changement climatique.

Hamid B.

RECU DES FEUX DE FORÊT EN 2025

Un été sous contrôle

L'été 2025 marque une évolution contrastée dans la lutte contre les incendies de forêt en Algérie. Le pays a enregistré un recul des sinistres par rapport aux années précédentes, suite aux interventions efficaces de la Protection civile et à une prise de conscience croissante des citoyens. C'est ce qu'a indiqué, hier, la Direction générale de la Protection civile.

Selon les déclarations de Karim Hafsi, chargé de la communication à la Direction générale de la Protection civile, les incendies de forêt ont été «peu nombreux comparés aux sept dernières années». Invité de la Chaîne 1 de la Radio algérienne, il a souligné que ce constat positif s'explique par «les moyens humains et matériels mis à disposition du dispositif de la Protection civile, la rapidité et l'efficacité des interventions, ainsi que les stratégies mises en place pour faire face à ce type de situation». M. Hafsi a également fait ressortir la nécessité impérieuse de la prévention, précisant que «la culture préventive acquise par les citoyens algériens a contribué à limiter les incendies de forêt, notamment à travers le réflexe de signaler les départs de feu dans les différentes wilayas du pays en composant le 21 10». Il a salué à cet égard «l'interaction positive entre les citoyens et les institutions de l'Etat dans l'application des décisions liées à la protection de la forêt». Enfin, Karim Hafsi a rappelé un principe fondamental dans la lutte contre les feux : «la maîtrise du facteur temps», qui implique une mobilisation rapide et efficace des moyens humains et matériels afin d'organiser des interventions réussies pour l'extinction des flammes.



La Protection civile sur le qui-vive.

Selon les statistiques de la Protection civile établies hier à 13h30, trois incendies se sont déclarés hier dans différentes communes de Tizi Ouzou et les opérations d'extinction se poursuivent toujours. Les feux sont localisés dans plusieurs zones. Au village de Ahwach Tagmout (commune d'Azazga), les équipes de la Protection civile interviennent pour éteindre un incendie de broussailles et de maquis, avec le soutien combiné d'unités terrestres et aériennes. Dans le village d'Aït Aïcha (commune d'Idjeur), les sapeurs-pompiers, appuyés eux aussi par des moyens aériens, luttent contre un feu de forêt. Enfin, dans la commune de Bounouh, un

incendie de broussailles et de maquis continue de mobiliser d'importants moyens, notamment dans la région de Tizi Halouane.

19 INCENDIES RECENSÉS À TRAVERS LE TERRITOIRE NATIONAL

Dans son point de situation publié également hier, à 8h, la Protection civile a indiqué que 19 incendies se sont déclarés dans les forêts, broussailles et maquis de plusieurs wilayas. Parmi ces wilayas figure en tête de liste Tizi Ouzou, déjà évoquée. La wilaya de Béjaïa a aussi été affectée. Les équipes de la Protection civile ont conscris les flammes dans le

village Aït Amr Ayoub (commune de Tala Hamza), au lieu-dit Khelil (commune de Barbacha), ainsi qu'à Taghzouit (commune de Béjaïa) et à Tke-liath (commune de Melbou). A Bouira, un incendie a été éteint dans la commune de Saharidj, au niveau d'Ighzer Iwaqurren. Par ailleurs, les flammes ont été maîtrisées à Jijel, dans la localité d'Ouled Amior (commune d'El-Konar Nouchfi). D'autres foyers ont aussi été recensés à travers le territoire national : un incendie à Annaba (zone de Févi), un autre à Bordj Bou Arréridj (secteur de Oued Chartioua, commune de Bordj Zemoura), ainsi qu'à Bumerdès (village Ouled Amer Chala, commune de Bordj Ménéail). Les wilayas de Souk Ahras et de Mila ont également été touchées, respectivement à la Route du poids lourd (commune de Mechroha) et dans deux localités, Sidi Merouane Centre et Meshta Benat Othmane (commune d'El-Ayadi). Le bilan général de l'été 2025 démontre une tendance positive. En effet, le nombre d'incendies a reculé par rapport aux années précédentes, confirmant l'efficacité des dispositifs de prévention et de réaction mis en place par les autorités, selon la Protection civile. Cependant, la persistance de foyers actifs rappelle que le risque est là et que la vigilance reste de mise.

Khalil A.

BÉJAÏA

Deux nouvelles noyades enregistrées

LES PLAGES de la wilaya de Béjaïa ont été, une nouvelle fois, endeuillées avec l'enregistrement de deux noyades survenues le même jour à Souk El-Ténine. Les opérations de recherches menées depuis jeudi dernier par les plongeurs de la Protection civile ont finalement permis de retrouver l'un des deux corps disparus. Selon la cellule de communication de la Protection civile de Béjaïa, le corps du jeune mineur âgé de 14 ans, originaire de la commune de Draâ El-Kaïd (daïra de Kherrata), a été repêché dans la matinée de dimanche à 5h40, soit près de trois jours après sa disparition survenue jeudi à 9h50 à la plage de Souk El-Ténine-Centre. Le corps a été transféré à la morgue de l'établissement hospitalier de Souk El-Ténine. Durant toute la durée des recherches, la Protection civile a mobilisé cinq plongeurs, une embarcation, une ambulance ainsi qu'un inspecteur des plages, dans des conditions souvent difficiles, pour tenter de retrouver la victime. Par ailleurs, le même jour, un autre drame s'est produit à 8h50 sur la plage de Lotta, également dans la commune de Souk El-Ténine. La victime, un jeune homme de 21 ans, originaire de la wilaya de Sétif, a été repêchée quelques heures plus tard, à 11h50, par les équipes de secours. Son corps a été, également, transféré à la morgue de l'hôpital local. Pour cette seconde opération, six plongeurs ont été mobilisés, accompagnés de moyens matériels supplémentaires. Avec ces deux nouveaux drames, le bilan des noyades enregistrées depuis le début de la saison estivale sur les plages de la wilaya de Béjaïa s'alourdit, atteignant au moins 13 décès. Des chiffres alarmants qui soulignent une fois de plus l'impérieuse nécessité de renforcer les mesures de prévention et de sensibilisation auprès des estivants.

N. Bensalem

TIZI OUZOU

Décès d'un ouvrier dans un accident de chantier

LES SECOURS de la Protection civile sont intervenus, hier dimanche à 11h30, suite à un accident mortel survenu sur un chantier de construction, dans le quartier Bouzar, à proximité du boulevard Krim Belkacem, dans la ville de Tizi Ouzou. Selon un communiqué de la direction de la Protection civile (DPC) de Tizi Ouzou, un ouvrier a fait une chute mortelle depuis le cinquième étage (R+5) d'un immeuble en cours de réalisation. La victime, un homme, a succombé sur place à ses graves blessures. Son corps sans vie a été transporté par les équipes de la Protection civile vers la morgue du CHU Nedir Mohamed, où le décès a été officiellement constaté par les médecins. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame, qui remet une nouvelle fois en lumière la nécessité urgente de renforcer les normes de sécurité sur les chantiers du secteur du bâtiment. Il convient de rappeler que cet accident est le deuxième du genre à survenir durant cet été dans la wilaya. Le premier avait eu lieu sur un chantier privé dans la commune de Timizart, daïra de Ouaguenoun. La victime, originaire de Bouzguène et charpentier de profession, avait également trouvé la mort suite à une chute sur son lieu de travail.

Saïd Tisseguine

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Les jeunes en première ligne de la prévention

LE PROJET «Médiateur préventif contre la drogue», fruit d'un partenariat entre les anciens scouts musulmans algériens et le ministère de la Jeunesse, poursuit son déploiement à travers le pays. C'est ce qu'a indiqué hier le ministère de la Jeunesse dans un communiqué. Cette initiative pionnière ambitionne de placer les jeunes au cœur du dispositif de prévention, en les formant et en les mobilisant pour lutter contre un fléau qui menace gravement la société algérienne, a précisé la même source. L'originalité de ce programme repose sur une méthode de sensibilisation inédite, le «peer-to-peer», ou l'influence par les pairs. Concrètement, il s'agit de faire en sorte que le jeune parle au jeune, convainc ses amis et camarades, et devienne lui-même un vecteur d'influence positive. Dans ce cadre, des volontaires sont formés comme «médiateurs préventifs». Ils acquièrent des compétences en communication, en organisation et en gestion de groupe, mais aussi des outils pratiques pour intervenir efficacement dans leur entourage immédiat. «Le jeune n'est plus seulement une cible vulnérable, mais un acteur à part entière de la prévention», a expliqué un cadre des

anciens scouts. Il a ajouté que «c'est en responsabilisant la jeunesse qu'on peut bâtir une société plus forte face aux dangers de la drogue. Au-delà de la formation, le projet se matérialise par des campagnes concrètes de sensibilisation, organisées dans les lieux de forte affluence juvénile tels que les maisons de Jeunes, les établissements universitaires, les colonies de vacances, les centres culturels et même sur les places publiques. Ces activités combinent des rencontres interactives, des débats ouverts, mais aussi des événements sportifs et culturels porteurs de messages éducatifs. L'objectif de cette démarche est de toucher les jeunes dans leur quotidien, leur langage et leur univers, afin que le message de prévention ne reste pas théorique mais devienne une référence de comportement. Cette initiative traduit également une coopération exemplaire entre l'Etat et la société civile. Pour sa part, le ministère de la Jeunesse apporte son soutien logistique et institutionnel, tandis que les anciens scouts mettent à profit leur longue expérience dans le travail éducatif et communautaire. Une synergie qui confère au projet une

crédibilité renforcée et une efficacité accrue. A ce sujet, un responsable du ministère de la Jeunesse a déclaré que «combattre la drogue n'est pas seulement l'affaire des autorités publiques, c'est une mission nationale qui engage chaque citoyen», affirmant qu'«avec ce type de programme, nous donnons aux jeunes les moyens d'être à la fois protégés et protecteurs.» Au-delà des actions immédiates, l'ambition du projet est de forger une génération consciente des enjeux, capable de résister aux tentations et d'assumer sa responsabilité face aux défis sociaux. En transformant les jeunes d'objets de prévention en véritables relais de sensibilisation, cette expérience ouvre la voie à une stratégie durable de lutte contre la toxicomanie. Le projet «Médiateur préventif contre la drogue» apparaît ainsi comme un levier essentiel pour ancrer dans la société une culture de vigilance et de solidarité. Portée par l'énergie et l'engagement des jeunes, renforcée par le partenariat entre l'Etat et les acteurs associatifs, cette démarche illustre une conviction forte, que c'est par et avec la jeunesse que l'Algérie pourra bâtir un avenir à l'abri de ce fléau.

Sihem Bounabi

SAHARA OCCIDENTAL

Guterres préoccupé face à la détérioration continue de la situation

Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a exprimé sa "vive préoccupation" face à la poursuite de la détérioration de la situation dans les territoires sahraouis occupés, du fait des violations continues des droits de l'Homme commises par le Maroc, tout en se disant "convaincu" qu'il est possible de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui permette l'autodétermination du peuple sahraoui.

Dans un rapport sur la question du Sahara occidental qui couvre la période du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025 dans le cadre du point 58 de l'ordre du jour : "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés", rendu public samedi, Guterres a déclaré: "Je reste vivement préoccupé par l'évolution de la dynamique au Sahara occidental. La détérioration continue de la situation est alarmante et intenable, et il est urgent de renverser la tendance pour éviter toute nouvelle escalade".

Evoquant les violations marocaines commises dans les territoires occupés, le patron de l'ONU a souligné, dans son rapport, que l'occupant marocain "continue d'interdire au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) l'accès au territoire depuis 2015, malgré de multiples requêtes en ce sens et en dépit des résolutions du Conseil de sécurité sur la question, la dernière en date étant la résolution 2756 (2024)".

Et de préciser dans ce contexte que "l'absence de surveillance indépendante, impartiale, globale et régulière de la situation des droits humains reste un obstacle majeur à une évaluation exhaustive de la situation", avant d'ajouter que "selon certaines informations, les observateurs internationaux, notamment des parlementaires, des chercheurs, des journalistes et des avocats continuent de se heurter à des restrictions d'accès, des dizaines d'entre eux s'étant vu refuser l'entrée ou ayant été expulsés au cours de la période considérée".

M. Guterres a aussi évoqué, dans son rapport, les violations marocaines subies par 79 militants sahraouis, ainsi que celles liées au soi-disant "projets d'aménagement côtier" impliquant l'acquisition de terres à grande échelle, la destruction de propriétés privées et des déplacements de populations.

Au sujet des prisonniers sahraouis du groupe "Gdeim Izik" qui restent dispersés dans des prisons en dehors du Sahara occidental, où ils purgent de longues peines



d'emprisonnement, le Secrétaire général onusien a fait savoir que le Groupe de travail sur la détention arbitraire a constaté, dans son rapport en novembre 2024, que le gouvernement d'occupation marocain "n'avait pris aucune mesure pour donner suite à son avis 2023/23 et a mis l'accent sur la dégradation des conditions de détention, notamment l'isolement, l'absence de contact avec les familles et l'accès restreint aux soins médicaux".

Le HCDH a également reçu, selon M. Guterres, des informations sur des violations similaires, notamment "des traitements discriminatoires visant d'autres détenus sahraouis et au moins un décès survenu en détention".

Selon les informations reçues également

par le HCDH, a-t-il poursuivi, "l'espace civique se réduit de plus en plus et des restrictions sont imposées à l'exercice par les Sahraouis de leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique". D'après la même source, les forces d'occupation marocaines ont "réprimé des manifestations et des événements en faveur de l'autodétermination, ce qui aurait eu des répercussions particulièrement importantes sur les défenseuses sahraouies des droits humains".

Face à cette situation, M. Guterres a demandé "un changement de cap sans délai, avec l'aide de l'ONU et l'appui de l'ensemble de la communauté internationale afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable"

par les parties au conflit, à savoir le Maroc et le Front Polisario.

Le chef de l'ONU a conclu son rapport, qui devra être présenté en septembre prochain devant la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies, en affirmant qu'"à l'approche du 50e anniversaire du conflit et dans ce contexte difficile, il reste plus urgent que jamais de trouver une solution politique à la question du Sahara occidental".

Il a exprimé sa conviction quant à la possibilité de "parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui permette l'autodétermination du peuple sahraoui", conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

R. I.

AGRESSION SIONISTE À GAZA

Plus de 15 600 personnes ont besoin d'une évacuation médicale

PLUS de 15 600 personnes à Gaza, dont 3800 enfants, ont besoin d'une évacuation médicale pour recevoir des soins spécialisés, alors que l'enclave palestinienne est soumise à un blocus étouffant de la part de l'entité sioniste, a indiqué samedi le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus.

"Plus de 15.600 patients, dont 3800 enfants, ont encore besoin de soins spécialisés", a écrit le chef de l'OMS sur les réseaux sociaux, en évoquant la situation catastrophique dans la bande de Gaza, soumise à une sauvage agression sioniste et où la famine vient d'être déclarée officiellement par l'ONU.

Tedros Adhanom Ghebreyesus a appelé à faciliter la livraison de l'aide afin de sauver des vies et fournir des soins vitaux, renouvelant son appel pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Selon le dernier bilan de l'agression génocidaire menée par l'occupation sioniste contre la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023, dévoilé samedi par les autorités sanitaires palestiniennes, 62.622 Palesti-

niens sont tombés en martyrs et 157.673 autres ont été blessés, dont une majorité de femmes et d'enfants.

Par ailleurs, des manifestations de masse ont eu lieu samedi dans de nombreuses villes et capitales du monde entier, condamnant les agressions sionistes barbares contre la bande de Gaza, toujours en cours depuis octobre 2023, a indiqué l'agence palestinienne de presse, Wafa.

Des milliers de personnes ont participé à des manifestations organisées notamment à Londres, Damas, Séoul, Aarhus, Istanbul, Helsingborg et à Stockholm, en soutien au peuple palestinien, exigeant un cessez-le-feu et l'entrée de l'aide humanitaire dans l'enclave palestinienne.

Les manifestants ont brandi des drapeaux et des banderoles palestiniens condamnant les crimes commis par l'occupation sioniste contre le peuple palestinien.

Condamnant le génocide à Gaza, ils ont appelé à la fin de la politique de "deux poids, deux mesures" et à la nécessité de tenir l'occupation sioniste, responsable de ses massacres contre le peuple palestinien, en particulier les

enfants et les femmes. Le bilan de l'agression génocidaire menée par l'occupation sioniste contre la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023, s'est alourdi à 62.686 martyrs et 157.951 blessés, dont une majorité de femmes et d'enfants, ont indiqué dimanche les autorités sanitaires palestiniennes.

Selon les mêmes sources, les corps de 61 martyrs et 308 blessés sont arrivés dans les hôpitaux de Gaza au cours des dernières 24 heures.

Les autorités sanitaires palestiniennes ont ajouté que 10.842 Palestiniens sont tombés en martyrs et 45.910 autres ont été blessés depuis le 18 mars dernier, date de la reprise de l'agression sioniste, notant que les corps de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Elles ont également souligné que le bilan des attaques de l'armée sioniste visant les Palestiniens qui attendaient l'aide humanitaire à Gaza s'élève désormais à 2.095 martyrs et 15.431 blessés.

R. I.

UKRAINE

La population favorable à une paix négociée

L'information a été révélé par le quotidien britannique The Telegraph dans son édition du 07 août dernier. Selon un sondage, seul un quart des Ukrainiens souhaitent combattre la Russie jusqu'au bout, soit jusqu'à la reprise des territoires perdus par le pays depuis 2014. Cette perte de volonté de combattre révèle la chute de la confiance des citoyens ukrainiens dans la victoire, commente le Telegraph.

Nous assistons vraisemblablement à une inversion complète dans les sondages. Après plus de trois ans de guerre, près de 70 % des Ukrainiens sont favorables à une fin négociée du conflit dans les plus brefs délais, las d'une guerre qui n'a que trop duré et des mirages d'une victoire éclatante sur la Russie, vendus par l'administration Biden et les gouvernements européens.

Le sondage Gallup, publié le jeudi 07 août, a révélé que le soutien à la guerre a diminué de façon constante dans toutes les couches de la population ukrainienne, indépendamment de la région ou de la démographie.

En 2022, année du début de « l'opération spéciale russe en Ukraine », l'institut de sondage basé à Washington a constaté que les trois quarts des Ukrainiens souhaitent continuer à se battre jusqu'à la victoire. Avec le temps et surtout les échecs ukrainiens sur le terrain, le pourcentage d'Ukrainiens qui soutenaient un accord de paix négocié, à la fin 2023, a dépassé celui de ceux qui pensaient que l'Ukraine devait continuer à se battre jusqu'au bout.

Cet inversement dans les sondages est lié à l'évolution sur le front. Suite à l'échec des négociations de paix, notamment d'Istanbul, et à l'avancée des forces russes dans le Donbass, et l'intensification des bombardements aériens de l'Ukraine par la Russie, les Ukrainiens ont compris que les dés étaient pipés. Ce qui est intéressant à relever c'est la rapidité avec laquelle la tendance s'est inversée au sein de l'opinion publique d'un pays qui se proclame agressé et donc qui combattait en légitime défense.

Pour le quotidien britannique, bien que l'Ukraine soit favorable aux négociations, une nette majorité d'Ukrainiens ne



s'attendent pas à une paix durable dans un avenir proche, selon le sondage. Seulement environ un quart d'entre eux estiment qu'il est « très » ou « assez » probable que les combats actifs prennent fin dans les 12 prochains mois, tandis que seulement 5 % le considèrent comme « très probable ».

Il faut dire que le sondage a été réalisé une semaine avant le sommet Trump-Poutine à Anchorage en Alaska, le 15 août et le sommet Trump-Zelensky avec sept dirigeants européens à Washington le 18 août dernier.

Le mois dernier, Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, a renouvelé sa proposition de rencontrer Vladimir Poutine. Cette proposition a été rejetée, le Kremlin s'en tenant à ses exigences maximalistes, qui, selon Kiev, équivaldraient à une capitulation.

Donald Trump a cependant renouvelé ses efforts pour négocier un cessez-le-feu par la force. Le sondage a été publié à la veille de l'échéance fixée vendredi à la Russie pour

mettre fin aux massacres, sous peine de sanctions « sévères ». Il y a eu un bref moment d'espoir d'une percée mercredi après que M. Trump a déclaré à ses alliés qu'il rencontrerait Poutine la semaine prochaine, selon les rapports.

Cette possible rencontre a suscité l'espoir qu'une fin du conflit pourrait être en vue après que l'envoyé de Trump, Steve Witkoff, a rencontré le dirigeant russe à Moscou et que M. Trump a affirmé que de « grands progrès » avaient été réalisés.

Le nouveau sondage a révélé que les Ukrainiens ont exprimé des niveaux records de désapprobation envers le leadership de leur allié le plus important, avec seulement 16 % d'entre eux ayant une opinion positive de M. Trump.

Il y a trois ans, environ deux tiers des Ukrainiens approuvaient le leadership américain sous l'administration Biden. Ce changement radical reflète les tensions croissantes entre les deux pays depuis l'arrivée au pouvoir de Trump en janvier.

Depuis son retour à la Maison Blanche, le président américain a hésité dans son soutien à l'Ukraine. Ses efforts agressifs pour mettre fin à la guerre et courtiser Poutine dans un premier temps ont alimenté l'instabilité à Kiev.

Le sondage a également révélé que les Ukrainiens sont beaucoup moins optimistes quant à l'adhésion de leur pays à l'OTAN ou à l'Union européenne au cours de la prochaine décennie qu'ils ne l'étaient il y a quelques années.

Seul un tiers des Ukrainiens s'attendent à ce que leur pays soit accepté dans l'alliance militaire dans les dix prochaines années, tandis que seulement la moitié pensent qu'il rejoindra l'UE dans le même délai.

M. Trump a précédemment exclu l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et a assuré à Poutine que son adhésion future à l'alliance était exclue. Le chemin vers l'adhésion à l'UE reste également long et semé d'embûches.

Mahmoud Benmostfa

SELON UN SONDAGE

Plus de la moitié des Allemands sont mécontents du gouvernement Merz

UNE CRISE de confiance secoue l'Allemagne, selon un sondage récent. Seuls 26% des Allemands se disent satisfaits du gouvernement composé de la CDU/CSU et du SPD. L'AfD atteint 25% des voix, égalant la CDU/CSU qui est à son plus bas, et la popularité du Chancelier Merz chute drastiquement. Plus de 60 % des Allemands sont mécontents du travail du gouvernement composé des partis conservateurs Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) et Union chrétienne-sociale (CSU), ainsi que du Parti social-démocrate (SPD) de centre gauche, selon les résultats d'un sondage réalisé par l'institut sociologique INSA pour le journal Bild am Sonntag. Ainsi, seuls 26 % des personnes interrogées ont évalué positivement l'activité du gouvernement. Bild am Sonntag a indiqué que dans le même temps, 57 % des habitants de l'Allemagne se sont déclarés insatisfaits du travail du chancelier allemand Friedrich Merz. Seuls 28 % sont d'un avis contraire. À titre de comparaison, lors de son entrée en fonction début mai, Friedrich Merz était soutenu par 49 % des Allemands. En outre, selon le journal allemand, le parti d'extrême droite « Alternative für Deutschland » (AfD) a rattrapé le bloc CDU/CSU, avec 25 % des voix. Pour les conservateurs, il s'agit du pire résultat de ces derniers mois. Lors des élections fédérales il y a six mois, la CDU/CSU avait obtenu 28,5 % des voix. Les résultats du sondage « reflètent le mécontentement à l'égard de la coalition noire-rouge (CDU/CSU et SPD) », estime Hermann Binkert, directeur de l'institut de sondage INSA. « Le SPD ne recueille toujours que 15 % des voix. Lors des élections fédérales, le parti a obtenu 16,4 %, ce qui était à l'époque le plus bas résultat de son histoire. Au total, la coalition au pouvoir ne recueille actuellement que 40 % des voix, ce qui est insuffisant pour assurer une majorité parlementaire », a-t-il ajouté. Le sondage a été réalisé du 21 au 22 août auprès de 1 001 personnes. L'enquête sur les préférences partisanes a été menée du 18 au 22 août auprès de 1 201 personnes. Le 6 mai, lors de l'élection du chancelier allemand au Parlement, Friedrich Merz n'a pu l'emporter qu'au second tour. Dans l'histoire de l'Allemagne, il n'y a jamais eu de précédent où, après les élections et des négociations de coalition fructueuses, le candidat du parti vainqueur ait échoué à être élu au premier tour.

R. I.

ACHAT DE PÉTROLE RUSSE

L'Inde rejette les critiques occidentales

L'EUROPE et les États-Unis continuent d'acheter du pétrole à l'Inde tout en l'accusant d'importer du brut russe et ainsi de soutenir le conflit en Ukraine. Le chef de la diplomatie indienne Subrahmanyam Jaishankar affirme que si ces critiques étaient sincères, ces pays pourraient eux-mêmes cesser leurs achats. L'Europe et les États-Unis achètent du pétrole à l'Inde, malgré les accusations visant New Delhi d'acquiescer au brut russe et de financer le conflit en Ukraine, a déclaré le ministre indien des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar, appelant les Occidentaux à ne pas acheter de pétrole « si cela ne leur plaît pas ». « Si vous avez des problèmes avec

l'achat de pétrole ou de produits pétroliers en provenance d'Inde, ne les achetez pas. Personne ne vous oblige à les acheter », a-t-il indiqué lors de la conférence « The Economic Times World Leaders Forum », retransmise par l'agence Asian News International (ANI). Peter Navarro, conseiller économique du président américain, avait déclaré que l'Inde n'avait pas besoin du pétrole russe et qu'elle cherchait surtout à tirer profit du raffinage pour en retirer des gains financiers. Il a exhorté l'Inde à « se comporter de manière appropriée » si elle souhaitait coopérer avec les États-Unis sur les questions stratégiques. L'homme politique américain avait déjà

reproché à New Delhi de « refuser de reconnaître son rôle » dans le financement du conflit en Ukraine. En réponse à ces accusations, le chef de la diplomatie indienne a réagi avec ironie : « Écoutez, c'est drôle. Les personnes qui travaillent pour l'administration américaine pro-business accusent les autres de faire des affaires. » Subrahmanyam Jaishankar a également fait remarquer que le plus grand acheteur de pétrole russe restait la Chine, tandis que l'Union européenne demeurait le principal importateur de gaz naturel liquéfié. Il a aussi rappelé que les États-Unis avaient eux-mêmes, ces dernières années, encouragé l'Inde à contribuer à la

stabilisation des marchés mondiaux de l'énergie, y compris par l'achat de pétrole russe, et a jugé les propos de Washington dépourvus de logique. En août, les États-Unis ont imposé à l'Inde des droits de douane de 25 % sur le pétrole russe. Ainsi, le total des taxes américaines contre ce pays atteint désormais 50 %, selon les médias occidentaux. Ces tarifs doivent entrer en vigueur le 27 août. Le ministre indien des Affaires étrangères a qualifié ces mesures d'injustifiées. Il a souligné que les véritables lignes rouges pour New Delhi concernaient avant tout la protection des intérêts des agriculteurs et des petits producteurs.

R. I.

Le rapprochement Modi/Xi qui fait cauchemarder Washington

Par M. K. Bhadrakumar

Une avancée potentielle dans le conflit frontalier entre l'Inde et la Chine pourrait marquer un tournant en Asie, apaisant des décennies d'hostilité tout en sapant l'emprise de Washington sur New Delhi.

Cette semaine, l'Inde et la Chine ont franchi une étape importante dans leurs efforts mutuels pour normaliser progressivement leurs relations. Ce rapprochement pourrait se concrétiser lors de la rencontre entre le Premier ministre indien, Narendra Modi, et le président chinois, Xi Jinping, en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui se tiendra dans la ville portuaire de Tianjin, dans le nord-est de la Chine, les 31 août et 1^{er} septembre. Ce rapprochement sino-indien marquera un tournant majeur dans la politique mondiale. Il pourrait constituer un modèle pour le nouvel ordre mondial du XXI^e siècle. Ce qui se profile pourrait être le plus bel héritage de M. Modi, dont la carrière politique tumultueuse touche à sa fin puisqu'il fêtera ses 75 ans le mois prochain.

La visite de deux jours du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, à New Delhi cette semaine, qui est également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et directeur du Bureau de la Commission centrale des affaires étrangères, restera un événement marquant. Cette visite change la donne, car M. Wang, l'un des diplomates les plus compétents au monde, a fait des négociations frontalières une mission visant à redynamiser le processus de normalisation.

"de manifester un sens des responsabilités internationales, d'agir en tant que grandes puissances, de montrer l'exemple aux pays émergents qui recherchent la force dans l'unité, et de contribuer à promouvoir la multipolarisation du monde et la démocratisation des relations internationales".

L'agence de presse Xinhua a qualifié ces propos de "consensuels" entre M. Wang et le ministre indien des Affaires étrangères, S. Jaishankar.

Wang et Jaishankar constatent une dynamique positive dans leurs relations. Le ministre chinois des Affaires étrangères a souligné une "tendance positive vers un retour à la coopération". Jaishankar a convenu que les relations bilatérales n'ont cessé de s'améliorer et de s'intensifier, et que les échanges et la coopération entre les deux pays dans tous les domaines sont en passe de normalisation.

Le ministre indien a appelé l'Inde et la Chine à "maintenir conjointement la stabilité de l'économie mondiale" et a souligné que "des relations bilatérales stables, coopératives et tournées vers l'avenir servent les intérêts des deux pays". Le ministre indien a proposé que New Delhi "approfondisse la confiance politique mutuelle avec la Chine, renforce la coopération gagnant-gagnant dans les domaines économique et commercial, intensifie les échanges entre les peuples et maintienne de concert la paix et le calme dans les zones frontalières".

Il a ensuite déclaré dans un message publié sur les réseaux sociaux :

"Je suis convaincu que nos discussions de ce jour contribueront à instaurer des relations stables, coopératives et tournées vers l'avenir en Inde et en Chine".

La visite de Wang a également permis



d'enregistrer plusieurs avancées. Les deux pays ont notamment convenu de reprendre les vols directs, de faciliter les échanges commerciaux et les investissements, de coopérer sur les questions relatives aux fleuves transfrontaliers, de rouvrir le commerce frontalier par les cols himalayens, de faciliter l'obtention de visas pour les touristes, les entreprises, les médias et autres visiteurs dans les deux sens, et d'autoriser les pèlerins indiens à se rendre dans les lieux saints du Kailash-Manasarovar. Selon les médias, la Chine serait également sur le point de lever l'interdiction d'exporter terres rares, engrais et équipements lourds destinés à la construction de tunnels dans les zones montagneuses à destination de l'Inde.

LA QUESTION DES FRONTIÈRES : LE DÉFI MAJEUR DE MODI

L'avancée la plus significative consistent à procéder rapidement à la délimitation de leurs frontières et se sont mis d'accord sur de nouveaux mécanismes de gestion de ces frontières, favorisant ainsi un apaisement des tensions. Cette question est extrêmement sensible, car l'opinion publique indienne est influencée par des discours biaisés apparus après la guerre de 1962, prônant l'établissement d'une frontière historiquement inexistante. C'est là que le leadership de Modi devient crucial. Il est probablement l'un des rares dirigeants actuels à disposer de la crédibilité, de la détermination et de la vision nécessaires pour parvenir à un règlement frontalier avec la Chine. Il privilégie la normalisation des relations avec la Chine et sait qu'une relation véritablement stable dépend de la prévisibilité et de la stabilité, d'où l'impératif de régler le différend frontalier. Lors d'une réunion avec Wang, le 19 août, Modi a souligné l'importance de maintenir la paix et l'ordre aux frontières, et a rappelé l'engagement de l'Inde en faveur d'un règlement "juste, raisonnable et mutuellement acceptable" de la question.

L'Inde a traditionnellement accordé la priorité à ses relations avec les États-Unis depuis la fin de la guerre froide, afin de se

défendre contre la Chine. Ces relations sont à l'origine du concept selon lequel Washington verrait en New Delhi un "rem-part" contre Pékin. Toutefois, la politique étrangère erratique de l'administration du président américain Donald Trump, et plus précisément ses récentes mesures hostiles restreignant l'autonomie stratégique de l'Inde, ont changé la donne.

D'autre part, l'Inde est également motivée par des pressions économiques internes. En effet, New Delhi cherche à lever certaines restrictions imposées à Pékin ces dernières années, à accueillir les investissements chinois et à accroître les échanges entre les peuples afin de renforcer ses liens économiques. Face à la pression américaine, notamment sous la forme de taxes douanières exorbitantes, l'Inde cherche à diversifier ses relations économiques et commerciales avec d'autres pays, dont la Chine, et ainsi à réduire certaines des pressions extérieures exercées par les États-Unis.

DES INTÉRÊTS COMMUNS POUR UN MONDE MULTIPOLAIRE

Wang a souligné que Pékin est tout aussi désireux que New Delhi d'améliorer leurs relations, compte tenu de l'attitude de plus en plus provocante et belliqueuse de l'administration Trump. Les deux pays reconnaissent partager des intérêts convergents. Une relation de travail entre la Chine et l'Inde axée sur une entente stratégique serait bénéfique pour les BRICS. Cette perspective inquiète déjà Trump, qui a menacé à plusieurs reprises les BRICS de sanctions pour avoir prétendument œuvré à détrôner le dollar en tant que devise mondiale.

Il est encore trop tôt pour se prononcer, mais si les perspectives positives des relations sino-indiennes se confirment et constituent un moteur de la politique internationale, le processus RIC (Russie-Inde-Chine), en sommeil depuis des années, pourrait être relancé. Moscou promeut cette idée depuis que le grand homme d'État russe visionnaire, feu Evgueni Primakov, l'a formulée à la fin des années 1990. En effet, le rapport de force interna-

tional a évolué au cours des trois dernières décennies selon les prévisions visionnaires de Primakov.

DES OBSTACLES SUBSISTENT

Toutefois, un puissant lobby pro-américain exerce une influence considérable sur les médias, les think tanks, les milieux universitaires, l'establishment et l'élite indiens, qui considèrent les relations avec les États-Unis comme un partenariat déterminant pour le XXI^e siècle. Toutes sortes d'intérêts particuliers sont en jeu. En outre, les craintes concernant les intentions de la Chine mettront du temps à s'estomper. Alors que la Chine renforce sa présence dans les régions voisines de l'Inde, une certaine Inde y voit encore une menace pour sa sécurité. S'ajoute à cela la question complexe de la succession du dalaï-lama, et tout porte à croire que New Delhi procède avec prudence pour éviter d'offenser la Chine.

Sans surprise, un ancien ministre des Affaires étrangères a déploré cette semaine, sur fond d'humiliations infligées à l'Inde par Trump, que les États-Unis ont semble-t-il "perdu" un allié de poids. Pour un pays dont la population a subi plus d'un siècle d'humiliation coloniale, cette mentalité servile peut sembler étrange, mais la bourgeoisie compradore est une réalité indienne bien ancrée. La frustration de l'administration Trump à l'égard de l'Inde est géopolitique. Peter Navarro, le célèbre conseiller de la Maison Blanche pour le commerce et l'industrie manufacturière et proche collaborateur de Trump, a déclaré dans une tribune publiée cette semaine dans le Financial Times que les États-Unis doivent se garder de transférer toute technologies militaires "de pointe" à une Inde qui "se rapproche à la fois de la Russie et de la Chine".

Cependant, si Trump décidait effectivement de sanctionner l'Inde, ce qui n'est pas à exclure, New Delhi serait contrainte de repenser en profondeur sa doctrine d'autonomie stratégique, fondée sur les principes d'égalité entre pays, mais avec une Amérique jusqu'alors plus privilégiée que les autres.

ILS S'ÉTALERONT JUSQU'AU 28 AOÛT AU CINÉMA ES-SÂADA

Coup d'envoi des «Spectacles humoristiques d'Oran», en hommage à Sirat Boumediene

En hommage à l'inoubliable comédien et humoriste Sirat Boumediene, figure emblématique du théâtre et de l'écran, Oran accueille à partir d'aujourd'hui 25 août et jusqu'au 28 août, la première édition des Spectacles humoristiques d'Oran. Organisée à la salle Es-Saâda, cette manifestation culturelle ambitionne de raviver l'art comique dans la capitale de l'Ouest tout en perpétuant la mémoire d'un artiste qui a marqué plusieurs générations par son humour et sa sensibilité, avait indiqué, samedi, le chef du service des activités culturelles à la direction locale de la Culture et des Arts.

Noreddine Mekhaissi a précisé, lors d'une conférence de presse tenue en présence de la comédienne Fadhela Hachmaoui (présidente du jury) et du comédien Mohamed Mihoubi, que cette manifestation est organisée sous le patronage du wali d'Oran, Samir Chibani, à l'initiative de la direction locale de la Culture, en collaboration avec la Commissariat du Festival des arts et des cultures populaires, l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), ainsi que l'Assemblée populaire communale. Placée sous le slogan "L'été, moment de rassemblement et de joie", cette première édition rassemblera 67 artistes issus de différentes wilayas du pays telles que Oran, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mascara, Mostaganem, Relizane, El Meghair et Alger, a-t-il ajouté, précisant que l'entrée est gratuite pour les familles.

L'événement proposera une série de spectacles humoristiques interprétés par plusieurs artistes comiques et comédiens, entre autres "Abdelkader secteur", Zoubir Belhor, Mohamed Khassani, Mohamed Yabdri, Imad Guedid, Hamid Chenine, Zaza, Hindou, Houari Bouabdallah.

De son côté, Mohamed Mihoubi, responsable de la programmation, a souligné la volonté de raviver l'art humoristique à Oran et de favoriser les échanges entre jeunes artistes et comédiens confirmés, indiquant que des efforts sont en cours pour institutionnaliser cet événement et en faire un rendez-vous annuel.

Pour sa part, la présidente du jury, Fadhela Hachmaoui, a annoncé que les futures éditions seront dédiées, chacune, à la mémoire d'un artiste comique ou dramatique, en reconnaissance de leur parcours et de leurs contributions sur scène.

SIRAT BOUMEDIENE, UN PARCOURS, UNE ŒUVRE

Le comédien Sirat Boumediene a hissé haut le niveau d'excellence dans chacune de ses prestations théâtrales, laissant une empreinte indélébile dans la mémoire du public, trente années après sa disparition, le 20 août 1995, et s'imposant comme l'un des grands noms du 4e art algérien, s'accordent à dire des spécialistes.

L'éclat de cet artiste ne vient pas du néant, mais résulte de son travail acharné dans l'interprétation de divers personnages au

théâtre, à la télévision et au cinéma, dépassant toutes les attentes de succès. Ses prestations ont été saluées par la critique et ont profondément marqué le public, notamment à travers le personnage de "Djelloul El Fahaimi" dans le chef-d'œuvre El Adjouad de Abdelkader Alloula, "El Belaout" de Boualem Hadjouti, ainsi que dans les séries comiques "Ayeche Belhef" et "Chaïb El Khedim", et autres films cinématographiques comme "Le portrait".

Ses mouvements sur scène, sa mimique et ses traits étaient ses outils d'expression les plus puissants, qui ont largement contribué à son rayonnement artistique, selon la critique Anoual Tamer, pour qui "Sirat Boumediene, par exemple dans la pièce El Belaout, a apporté une profondeur intellectuelle et artistique notable au personnage qu'il campait, lui permettant de relever le défi avec brio à une époque très difficile, en pleine décennie noire".

"La présence de cet artiste, décédé prématurément en 1995 à l'âge de 48 ans, reste vivante dans nos mémoires. Il est considéré comme l'un des piliers du théâtre algérien engagé, tant sur le plan social qu'intellectuel", ajoute Mme Tamer, également professeure au département des arts dramatiques de l'université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella".

SIRAT A HISSÉ HAUT LE NIVEAU DE L'EXCELLENCE DANS LE 4E ART ALGÉRIEN

Sirat est également perçu comme "un phénomène rare, difficilement remplaçable sur scène ou à l'écran dans les années à venir. Preuve en est qu'il conserve encore aujourd'hui sa place dans la mémoire artistique collective. Même les générations actuelles d'acteurs cherchent à imiter sa manière de jouer, sa capacité à provoquer le rire, à improviser. Il était le maître de l'improvisation sur scène", selon le professeur Mimoun Benbrahim du même département.

Sa place chez le public s'est renforcée grâce à sa capacité à incarner avec aisance et talent divers rôles, en mêlant sérieux à ironie, pour transmettre un message.

Pour le professeur, "Il était un excellent vecteur pour transmettre les idées des pièces d'Abdelkader Alloula ou dans les épisodes de Chaïb El Khedim du regretté



Zakaria Kaddour Brahim".

Le comédien Amine Missoum estime, lui, que Sirat Boumediene était "un génie de la scène et de la comédie engagée". "La plupart de ses pièces ont été enregistrées pour la télévision, ce qui lui a permis de toucher un public large et diversifié", a-t-il estimé, ajoutant que "ses œuvres étaient d'une grande maturité et créativité. Son parcours au théâtre, à la télévision et au cinéma reste unique en son genre".

Sirat Boumediene a entamé sa carrière artistique en 1966 avec le grand dramaturge Ould Abderrahmane Kaki, en participant à la célèbre pièce El Guerrab oua Salhine.

Il a ensuite joué plusieurs rôles dans les œuvres du défunt Abdelkader Alloula, notamment dans El Adjouad, une pièce

qui lui a valu, en 1986, une participation aux Journées théâtrales de Carthage en Tunisie, où il a remporté le prix du meilleur acteur.

En 1992, il a rejoint le célèbre Théâtre El Qalaa (la Citadelle), qui regroupait de grands noms du 4e art tels que feu Sonia et les regrettés Azzedine Medjoubi et M'hamed Benguettaf. A la même période, il entre dans les foyers algériens à travers la télévision dans les séries Ayeche Belhef et Chaïb El Khedim.

Sirat Boumediene a également participé à plusieurs films, tels que El Ramad de Abdelkrim Baba Aïssa, Hassan Nia de Ghouti Bendedouche, et "Le portrait" de Hadj Rahim, qui fut le dernier film dans lequel il avait joué.

A. B. / Agence

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LA CULTURE ET LES ARTS EN ALGÉRIE

Cinéma, coopératives et bibliothèques, piliers des réformes culturelles 2025

LE MINISTÈRE de la Culture et des Arts a annoncé une série de réformes législatives marquant une étape décisive pour la scène culturelle nationale. Ces mesures, portées par une vision stratégique des hautes autorités du pays, visent à moderniser le cadre juridique du secteur, à valoriser la place de l'artiste et à renforcer le rôle de la culture comme moteur de développement social et économique.

Parmi les réformes phares figure le décret exécutif N°25-196 du 13 juillet, qui a réorganisé le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel, désormais nommé Centre national du cinéma. Ce dernier devient le guichet unique

de l'industrie cinématographique, chargé de délivrer autorisations et visas, d'accompagner les projets d'investissement et de gérer les aides publiques.

Cette refonte s'inscrit dans la continuité des Assises nationales du cinéma organisées en janvier dernier.

Une autre avancée majeure est la création de l'Autorité de médiation, de déontologie et d'éthique de l'activité cinématographique (décret exécutif N°25-198), une première en Algérie.

Cette instance aura pour mission d'élaborer une charte déontologique, de promouvoir une concurrence loyale et de garantir la qualité des productions.

Dans le domaine des arts, le décret exécutif N°25-199 encadre pour la première fois les coopératives artistiques, offrant aux créateurs un cadre légal pour un travail collectif, transparent et économiquement viable.

Enfin, dans le secteur de la lecture publique, un arrêté interministériel prévoit la création de 15 nouvelles bibliothèques à travers le pays, dans le cadre d'un programme visant à doter chaque commune d'un espace de lecture.

Ces réformes traduisent une volonté politique visant à offrir aux artistes un environnement professionnel moderne et durable, tout en rapprochant la culture des citoyens.

Amine B.



CHAN-2024 (DÉCALÉ À 2025) 1/4 DE FINALE

L'Algérie éliminée face au Soudan (1-1, 2-4 aux TAB)

L'aventure de l'équipe nationale A' au Championnat d'Afrique des nations (CHAN 2024) a pris fin ce samedi après sa défaite en quarts de finales face au Soudan (1-1 dans le temps réglementaire) aux tirs au but (4-2).

La sélection algérienne de football A', composée de joueurs locaux, a été éliminée en quarts de finale du Championnat d'Afrique de Nations CHAN-2024 (décalé à 2025), après sa défaite face au Soudan (1-1 aux t.a.b : 2-4), samedi soir au stade Amaan à Zanzibar. Les "Verts" ont concédé l'ouverture du score par Ayoub Ghezala, qui a trompé son propre gardien à la 48e minute de jeu. Même s'ils étaient visiblement affectés par cette ouverture du score soudanaise, les Algériens ont continué à jouer l'attaque, jusqu'à voir leurs efforts récompensés par une égalisation méritée, à la 73e minute de jeu, signée le buteur maison Sofiane Bayazid, entré en jeu

quelques minutes plus tôt, en remplacement de Belhocini (57e). Le dernier quart d'heure et les prolongations n'ont apporté aucun changement au score, et les deux équipes ont dû recourir à la séance de tirs au but pour se départager. Un exercice qui a souri aux Soudanais, nettement plus adroits.

Les "Verts" ont raté deux pénalités, par Mehdi Merghem et Zakaria Draoui. De leurs côtés, Aymen Mahious et Sofiane Bayazid avaient marqué les leurs, alors que le gardien Zakaria Bouhalfaya a réussi stopper un tir sur les cinq. Un peu plus tôt dans la journée, le Sénégal s'est qualifié pour les demi-finales, en battant un des pays organisateurs

du tournoi, l'Ouganda (1-0). L'Ouganda passe à la trappe, au même titre que les deux autres pays organisateurs du tournoi : le Kenya et la Tanzanie. Les Soudanais et les "Lions de la Teranga" rejoignent dans le dernier carré Madagascar et le Maroc, qualifiés vendredi. Les demi-finales auront lieu le mardi, 26 août, alors que la finale se jouera le samedi 30 août (16h00), soit au lendemain du match de classement pour la troisième place, fixé au vendredi 29 août (16h00).

Il fallait clairement bien plus à l'équipe nationale pour espérer passer l'écueil des quarts de finale du CHAN 2024 face à une sélection du Soudan loin d'être un foudre de guerre. Lorsqu'on

revoit la physionomie de la partie, il paraît clairement que les Algériens se sont compliqués eux-mêmes l'existence en courant derrière l'égalisation après un CSC de Ghazala en première mi-temps. Bayazid a fait le boulot en égalisant à la 73e minute, mais il fallait bien plus pour espérer voir poindre une qualification au bout.

Les intentions étaient certes là tout au long des prolongations, mais la mollesse des offensives et les approximations techniques ont empêché l'Algérie d'aller chercher ce petit but salvateur. Viendra alors la série fatidique des tirs au but.

Une séance notoirement connue pour son indécision. Là encore,

les Verts manqueront affreusement de tranchant. Si Mahious, auteur du camouflet de la finale du CHAN 2022 a trouvé les petits filets sans difficultés, la suite ne se passera pas tout à fait comme souhaité. D'abord Merghem, puis Draoui, ratent lamentablement leurs essais. Deux "pschitts" successifs qui précipitent l'élimination de l'Algérie.

Lorsqu'on regarde les potentialités et toutes les occasions ratées, il y a de quoi nourrir des regrets. Un billet en demi-finale était largement à la portée des coéquipiers de Bayazid, seule satisfaction individuelle d'un collectif bien pauvre. A défaut, ils compostent leur billet droit vers...Alger.

Bougherra : « Je salue les sacrifices de mes joueurs »

OPPOSÉE au Soudan samedi en quart de finale du Championnat d'Afrique des nations 2025, l'Algérie a été éliminée à l'issue d'une séance de tirs au but (1-1, 4 tab à 2) à Zanzibar. Le sélectionneur Madjid Bougherra s'est expliqué devant les médias. Fin de parcours prématurée pour l'Algérie. Après un premier tour mitigé, marqué par une large victoire face à l'Ouganda (3-0), le finaliste de la dernière édition avait montré des signes inquiétants de fébrilité.

Trois nuls consécutifs face à l'Afrique du Sud, la Guinée et le Niger avaient déjà trahi un manque de réalisme offensif et une difficulté à produire du jeu constant. Des défauts qui se sont confirmés contre le Soudan, en quart de finale du CHAN.

« Il y a des situations où l'on doit aller au bout, surtout en première période. Mais le style du Soudan nous a dérangés : beaucoup de longs ballons, des joueurs

puissants devant, un bloc compact et un gros pressing sur les seconds ballons. Pour construire le jeu, ça prenait du temps », a expliqué l'ancien capitaine des Fennecs. Rapidement après la pause, les Verts ont encaissé un but contre leur camp signé Ghazala (48e). L'égalisation de Bayazid (64e) n'a pas suffi ensuite pour prendre les devants malgré plusieurs occasions, notamment de Mahious.

La séance des tirs au but s'est ensuite révélée fatale, avec les échecs de Draoui et Merghem. Critiqué pour ses choix tactiques et la gestion de son effectif, Bougherra a livré son analyse à l'issue de la rencontre. Pour lui, la clé reste l'efficacité.

« Après l'égalisation, on était dans leur zone, mais ce n'était pas facile d'atteindre le but. Ils se battaient tous ensemble. Les joueurs ont fait leur maximum », a-t-il insisté.

Pas d'excuses, mais des enseignements Interrogé sur les conditions d'accueil et l'état des terrains, le sélectionneur a refusé de s'abriter derrière des excuses.

« C'était le même cas pour tout le monde. Oui, Meziane a eu un souci à l'adducteur à cause d'un terrain dur, mais globalement, l'accueil a été très bon en Ouganda, au Kenya et ici en Tanzanie. C'est une bonne expérience, une bonne aventure », a-t-il souligné. « On ne compte pas les tirs au but. On reste invaincus et ça veut dire qu'il y a quelque chose, même s'il manque toujours un petit détail. Alhamdulillah, je suis fier de mes joueurs », a conclu le coach, en appelant ses protégés à récupérer avant de retrouver leurs clubs. Une élimination cruelle, mais riche en enseignements, qui devra servir de base pour reconstruire en vue des prochaines échéances, avec la Coupe Arabe des nations, en fin d'année.

LIGUE 1 MOBILIS (1RE JOURNÉE)

L'USMK et le PAC trébuchent d'entrée à domicile

L'USM Khenchela et le Paradou AC, ont mal entamé la nouvelle saison 2025-2026 de la Ligue 1 Mobilis de football, en se faisant tenir en échec à domicile samedi, face respectivement à l'ES Sétif (1-1) et l'ASO Chlef (0-0), lors de la suite de la 1re journée de la compétition.

Au stade Hammam-Ammar de Khenchela, les locaux croyaient avoir fait l'essentiel en ouvrant la marque, sur un coup franc direct de Bakir (20e), mais les Sétifiens ont bien réagi en remettant les pendules à l'heure, peu avant la pause grâce à leur nouvelle recrue estivale, le défenseur Hamidi (40e). Sous la conduite du nouvel entraîneur allemand, Antoine Hey, l'Entente décroche un bon point en dehors de ses bases, alors que l'USMK, qui a dû attendre les ultimes journées pour assurer son maintien la saison dernière, est appelée à se remettre en question lors des prochaines journées. Outre l'USMK, le Paradou AC a également été accroché dès l'entame de la saison, face à une équipe chélifienne qui a bien résisté. En l'absence du meilleur buteur du championnat, lors du précédent exercice, Adil Boulbina, transféré à Al-Duhail (Qatar), le PAC n'a pu concrétiser ses occasions. Dans les autres matchs de cette journée inaugurale, disputés jeudi et vendredi, le CS Constantine et l'Olympique Akbou, ont réussi leur entame de saison. Le CSC est allé battre le MC El-Bayadh (2-0), alors que l'OA s'est imposé dans le temps additionnel devant l'ES Mostaganem (1-0). Le CSC, dirigé sur le banc par le nouvel entraîneur bosnien Rusmir Cviko, a pris l'avantage par Rebiaï (27e). En seconde période, les "Sanafir" se sont mis à l'abri en marquant le but du break, par Khelfaoui (85e). Au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa, l'Olympique Akbou s'est imposé sur le fil. La nouvelle recrue estivale Addadi, a surgi pour offrir les trois premiers points aux siens, sur un penalty transformé à la 90e+13, devant le gardien international Raïs M'bolhi.

De son côté, le nouveau promu le MB Rouissat, a décroché une victoire historique pour ses débuts parmi l'élite, en allant battre la JS Saoura (2-1), au stade du 20-août 1955 de Béchar. Benkheira (48e) et Rahmani (89e) ont permis au MBR de lancer idéalement sa première saison en Ligue 1.

De son côté, le MC Oran a réussi ses débuts, en renversant l'autre promu, l'ES Ben Aknoun (2-1), à huis clos, au stade Miloud-Hadefi d'Oran, sur deux réalisations de Mouley (60e) et Boukholda (65e). Les deux affiches, MC Alger-CR Belouizdad et JS Kabylie-USM Alger, ont été reportées à une date ultérieure, en raison de l'absence de plusieurs joueurs, retenus par l'équipe nationale A' pour le



Championnat d'Afrique des nations CHAN-2024 (décalé à 2025) qui se déroulera au Kenya, en Tanzanie, et en Ouganda (2-30 août).

BELAÏD REJOINT LA JSK POUR TROIS SAISONS

Le défenseur international algérien de Saint-Trond (Div.1 belge) Zinedine Belaïd, s'est engagé pour un contrat de trois saisons avec la JS Kabylie, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, samedi dans un communiqué. Belaïd (26 ans) a signé son

contrat au siège du club, en présence notamment du président du Conseil d'administration El-Hadi Ould Ali, et du manager général, Hakim Medane, précise la même source.

Le défenseur central revient ainsi dans le championnat algérien, après une saison passée sous les couleurs de Saint-Trond (15 apparitions), qu'il avait rejoint l'année dernière en provenance de l'USM Alger. Belaïd devient ainsi la sixième recrue estivale du vice-champion d'Algérie, après l'attaquant international A' Aymen Mahious (ex-CR Belouizdad), le milieu

offensif ivoirien Josaphat Arthur Bada (Singida Black stars FC/Tanzanie), et les défenseurs Laïd Chahine Bellaouel (ex-CS Constantine), Hamza Mouali (ex-MC Alger), et Oussama Benattia (ex-MC Oran). Le défenseur Mohamed Réda Hamidi, qui a porté les couleurs de la JSK la saison dernière en prêt, en provenance du Paradou AC, a été définitivement transféré cet été, en signant un nouveau contrat de quatre saisons. La formation de la ville des Genêts ne compte pas boucler son opération de recrutement de sitôt, puisque d'autres joueurs sont annoncés.

LIGUE 2 AMATEUR

L'USM El Harrach domine le MO Constantine (1-0) en match amical

L'USM EL HARRACH, sociétaire du Groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur de football, a dominé le MO Constantine 1-0 (mi-temps 0-0), en match amical de préparation, disputé samedi après-midi, au Complexe Sportif de Aïn Draham (Tunisie). L'unique but de la rencontre a été inscrit par Fouad Lechehab, sur penalty, au milieu de la deuxième mi-temps. Comme lors des matchs précédents, le coach Azzedine Aït Djoudi a fait tourner

son effectif, pour donner du temps de jeu à un maximum de joueurs. Pour rappel, les Jaune et Noir avaient entamé leur série de matchs amicaux par un nul vierge contre la formation tunisienne du BS Bouhadjla (0-0), avant de se neutraliser (1-1) dans la deuxième joute face à l'USM Annaba. Par la suite, le club banlieusard a enregistré une défaite contre l'US Biskra (1-0), avant de se ressaisir dans le quatrième match, qu'il a remporté (2-1) face au MO Béjaïa.

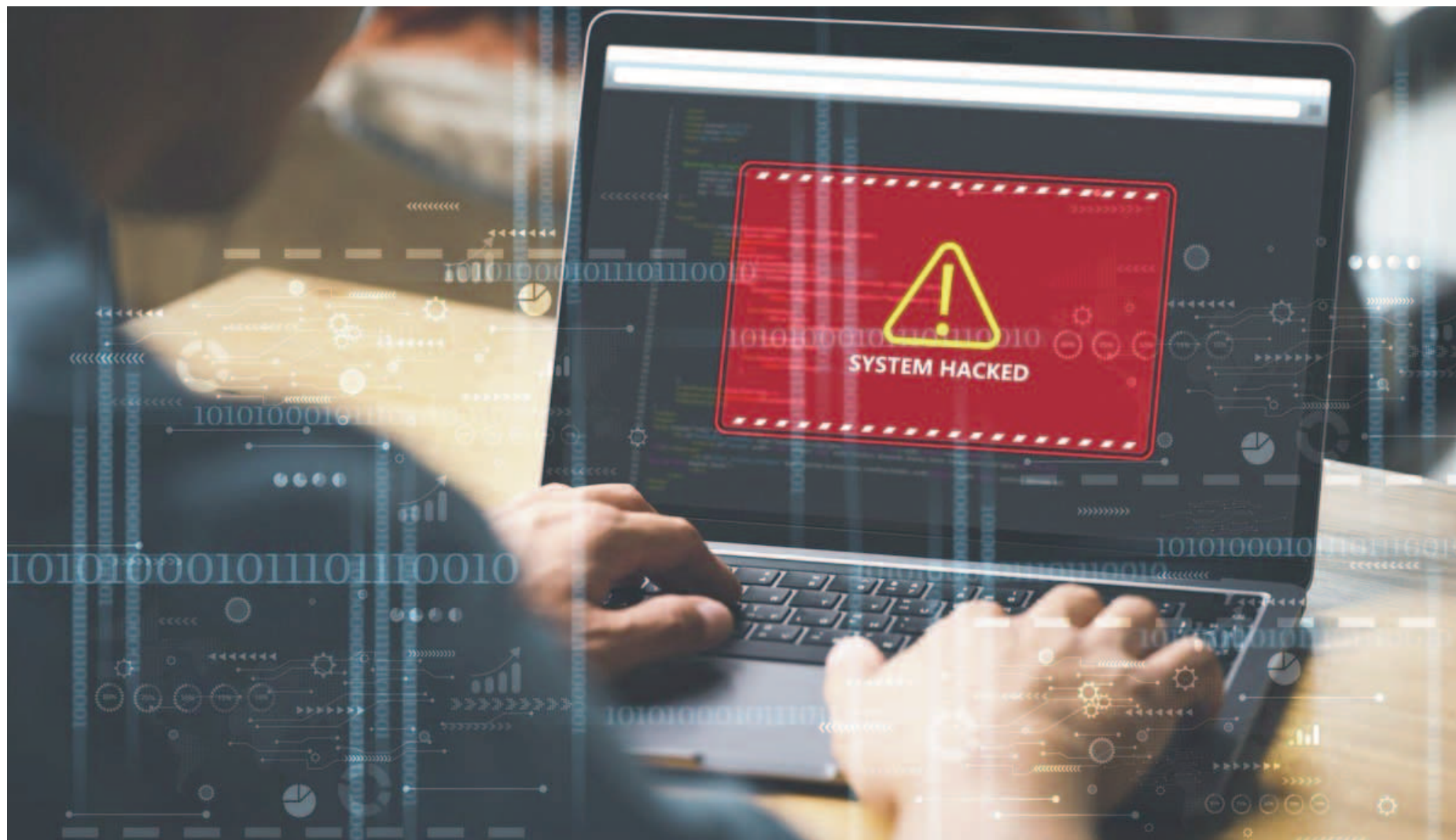
Initialement, pour son cinquième et dernier match amical de préparation à Aïn Draham, l'USMH devait affronter la formation tunisienne du Sport Jendouba. Mais pour des raisons organisationnelles, cette confrontation n'a pu avoir lieu. Elle a été finalement remplacée par un duel contre le MO Constantine, également sociétaire de la Ligue 2 amateur de football, mais dans le Groupe Centre-Est. Un des principaux constats qui ressortent

après ces cinq matchs amicaux, c'est le manque d'efficacité de l'attaque harrachie, n'ayant réussi à inscrire que quatre buts en 450 minutes de jeu.

Le travail offensif devrait donc constituer un des principaux chantiers du coach Azzedine Aït Djoudi pendant la dernière partie de la préparation, pour espérer présenter une équipe compétitive au coup d'envoi du championnat, prévu le 6 septembre prochain.

Alerte sécurité : une faille Windows critique exploitée par un malware en cavale depuis 2022

D'abord repéré dans une campagne RansomExx, PipeMagic continue de circuler trois ans plus tard. Toujours actif en 2025, ce malware modulaire exploite désormais une faille zero-day fraîchement corrigée par Microsoft.



L'histoire commence en 2022, avec l'apparition discrète d'une backdoor baptisée PipeMagic, utilisé pour infecter des entreprises via une version trojanisée de Rufus. Depuis, le malware a changé de visage, élargi son arsenal, mais pas ses ambitions. Détecté à nouveau en 2024, puis dans une série d'attaques début 2025, il a cette fois profité d'une faille Windows sévère (CVE-2025-29824 ; CVSS 7.8) pour revenir sur le devant de la scène, mêlant techniques d'infection variées, charge utile persistante et modules spécialisés pour le vol de fichiers ou l'exécution de code distant. Si Microsoft a depuis colmaté la brèche, les méthodes d'intrusion employées, elles, méritent toute votre attention.

PipeMagic, une menace discrète mais tenace

Repéré pour la première fois en 2022, PipeMagic n'a cessé de réapparaître depuis, sans jamais changer fondamentalement de logique. En 2024, il se diffusait via un faux client ChatGPT développé en Rust. L'application affichait un écran vide, mais exécutait en arrière-plan du code chiffré, capable de récupérer des modules malveillants depuis un domaine hébergé sur Azure. En janvier 2025, de nouvelles infections ont été observées au Moyen-Orient et au Brésil. Cette fois, le malware circulait sous forme de fichiers d'aide Windows piégés (.msh) et de DLL malveillantes chargées via des exécutables légitimes comme GoogleUpdate.

Le malware repose sur un canal de communication interne utilisé par les programmes pour échanger des données sur la même machine, sans passer par Internet, couplé à une interface réseau locale pour centraliser les échanges. Une fois le payload exécuté, il agit comme une porte dérobée capable de charger des modules additionnels selon les besoins des attaquants.

Certains servent à manipuler ou extraire des fichiers, d'autres à exécuter du code malveillant directement en mémoire, à contourner les antivirus en désactivant les protections de Windows (notamment AMSI, censé détecter les scripts suspects), ou encore à voler les identifiants de connexion en copiant le contenu de LSASS, processus critique contenant en

mémoire les identifiants utilisés pour l'authentification dans Windows.

C'est précisément ce dernier point qui a permis de relier PipeMagic à la faille CVE-2025-29824 corrigée par Microsoft en avril dernier.

Dans les incidents observés, les opérateurs ont utilisé ProcDump – outil classiquement détourné dans ce type d'attaque et renommé en dllhost.exe pour masquer son utilisation – de manière à extraire les identifiants contenus dans la mémoire vive. Cette méthode, documentée par Microsoft dans son propre bulletin de sécurité, permet aux attaquants d'extraire les identifiants d'un système compromis pour ensuite se déplacer latéralement dans le réseau et maintenir leur accès dans les environnements ciblés.

30 ans d'ASUS dans le graphique : une ROG Matrix GeForce RTX 5090 lancée à la GamesCom

30 ANS PASSÉS à fabriquer des cartes graphiques, ASUS a décidé de marquer le coup avec une nouvelle version du plus puissant des modèles actuels, une version en édition limitée digne de tous les superlatifs.

La carte graphique est une affaire qui marche pour la plupart des fabricants qui se prêtent au jeu d'AMD ou de NVIDIA et ce n'est certainement pas ASUS qui dira le contraire puisqu'à l'occasion de la Gamescom, la marque met en avant ses 30 ans de pratique au travers d'un anniversaire pas comme les autres.

1 000 exemplaires d'une carte exceptionnelle

Après quelques jours de teasing la semaine passée avant l'ouverture du salon de Cologne, ASUS a donc profité de la Gamescom pour annoncer de nouvelles cartes graphiques et, en particulier, une «

Édition limitée 30e anniversaire ». Design absolument unique, cette nouvelle version de la GeForce RTX 5090 n'est pas une pièce unique, mais elle ne va tout de même pas courir les rues... d'abord parce que son tirage est limité à 1 000 exemplaires ni un de plus ni un de moins, mais ensuite parce que son prix devrait piquer la rétine... sans doute autant que son design nous la taquine.

La bête se distingue effectivement par sa robe rouge et son rendu métallique qui lui donne un éclat particulier. La partie extérieure de son dissipateur thermique se distingue, elle, par l'arrondi de son extrémité lié au système de ventilation qui regroupe pas moins de quatre ventilateurs. Les trois premiers, on connaît, mais le quatrième est plus inhabituel.

Il a été positionné en face du troisième et, intégré directement à la backplate, il est là pour créer « un puissant canal d'air vertical, augmentant la pression statique jusqu'à 20 % ». Une disposition qui, toujours selon ASUS, « permet d'augmenter la densité des ailettes du dissipateur thermique à cet endroit, ce qui se traduit par des per-

formances thermiques exceptionnelles ». Là chose n'est pas nouvelle, mais ASUS souligne que sa carte « très spéciale » et son quatrième ventilateur ne génèrent pas davantage de bruit, au contraire. De fait, la technologique « refroidissement 0 dB » est toujours de mise : il s'agit de couper complètement la ventilation de la carte lorsque les tâches ne sont pas suffisamment lourdes.

Jusqu'à 800 watts de puissance !

Inutile de tourner autour du pot, cette ventilation musclée n'est pas là pour amuser la galerie, ASUS a effectivement prévu un monstre de puissance, plus encore que ne peut l'être une GeForce RTX 5090 « de base ».

ASUS annonce que sa carte peut être alimentée de deux manières : par un câble 12V-2x6 ou via le slot GC-HPWR d'une carte mère ASUS BTF. L'une ou l'autre de ces deux solutions délivre 600 watts, mais ce n'est pas suffisant pour cette carte singulière : avec une carte mère BTF, on peut effectivement « utiliser à la fois le câble 12V-2x6 et le connecteur GC-HPWR, ce

qui augmente la puissance disponible de 600 watts à 800 watts, un niveau sans précédent ».

Bien sûr, un tel usage ne sera pas destiné à n'importe qui : il s'agit pour ASUS de ravir les amateurs d'overclocking lesquels devraient trouver un compagnon à la hauteur. ASUS a d'ailleurs soigné les « accessoires » en intégrant la fonction de Memory Defroster qui a pour but – une fois activée par jumper – de « dégivrer les puces mémoire afin que les overclockers professionnels puissent éviter les bugs liés au froid lorsqu'ils tentent de battre de nouveaux records ».

Une telle puissance électrique n'est toutefois pas sans conséquences et les plus experts se souviendront de la ROG Mars II Dual GTX 580 qui, en 2011, avait été améliorée avec un PCB doté d'une couche de cuivre de trois onces. Pour la ROG Matrix GeForce RTX 5090, ce PCB spécial a été donc été reconduit : l'objectif est « d'améliorer la dissipation thermique et de réduire les chutes de tension sur le PCB, afin d'améliorer l'overclocking et la stabilité ».

Google révèle la consommation d'énergie d'une requête Gemini : une première dans le secteur

L'IA fait exploser la demande énergétique. Voici pourquoi le rapport de Google est important.



La demande en IA s'accroît rapidement. Ce qui signifie que l'infrastructure qui la rend possible – les centres de données et les centrales électriques qui les alimentent – se développe également.

Le manque de données concrètes sur la consommation énergétique exacte de l'IA a suscité des inquiétudes et un débat sur l'impact de cette demande sur l'environnement.

De nouvelles données de Google pourraient changer la donne.

C'est une première dans le secteur. L'entreprise a publié des estimations sur la consommation énergétique et les émissions de son chatbot Gemini. Un prompt texte Gemini moyen consomme « 0,24 wattheure (Wh) d'énergie, émet 0,03 gramme d'équivalent dioxyde de carbone (gCO₂e) et consomme 0,26 millilitre (soit environ cinq gouttes) d'eau », a déclaré Google jeudi, comparant l'impact par prompt à « regarder la télévision pendant moins de neuf secondes ». Bien sûr, il ne s'agit là que d'une moyenne par prompt. Google estimait que Gemini comptait 350 millions d'utilisateurs mensuels en mars (près de la moitié des estimations d'utilisateurs de ChatGPT). Et selon le nombre d'utilisateurs qui interrogent Gemini à un moment donné, l'utilisation du chatbot par des utilisateurs expérimentés qui envoient des invites plus complexes, ces secondes peuvent s'accumuler. Google a publié un framework de suivi des émissions, de la consommation d'énergie et d'eau de ses applications Gemini, affirmant que ses résultats sont « considérablement inférieurs à de nombreuses estimations publiques » des ressources consommées par l'IA.

Un rapport inédit

Google a commencé à publier des informations sur la consommation électrique mondiale de ses centres de données en 2020 et publie des rapports annuels sur l'efficacité énergétique (PUE) de ses centres de données depuis 2008. Bien que Google n'ait pas publié ses données énergétiques brutes issues de l'IA, elle est la première entreprise technologique à publier des rapports détaillés sur le sujet. En juin, après la diffusion sur les réseaux sociaux d'allégations alarmantes sur l'utilisation intensive de ChatGPT en ressources et en eau, le PDG d'OpenAI, Sam Altman, a écrit qu'une requête ChatGPT moyenne consomme « environ 0,34 wattheure, soit l'équivalent de la consommation d'un four en un peu plus d'une seconde ou d'une ampoule à haute efficacité en quelques minutes ». Il a ajouté qu'une requête consomme « environ un quinzième de cuillère à café » d'eau, sans toutefois fournir de méthodologie ni de données pour étayer ces affirmations. Bien que des articles de presse indiquent que les centres de données de Meta consomment d'énormes quantités d'eau, aucun des principaux acteurs de l'IA, y compris Anthropic, n'a communiqué de détails.

La consommation semble inférieure aux prévisions

Selon Google, certains calculs de ressources d'IA « n'incluent que la consommation des machines actives » ou se concentrent uniquement sur le coût d'inférence des modèles, ignorant ainsi des facteurs cruciaux qui peuvent améliorer l'efficacité d'un système d'IA et, par conséquent, réduire son empreinte. Par exemple, les modèles de raisonnement de grande taille nécessitent davantage de calculs que les modèles plus petits. Pour améliorer l'efficacité, des approches comme le décodage spéculatif (utilisé par Google) permettent à un plus petit nombre de puces de traiter davantage de requêtes, en faisant en sorte qu'un modèle plus petit effectue des prédictions qu'un modèle plus grand vérifie ensuite, au lieu que ce dernier gère l'ensemble du processus. En réponse, Google a développé sa propre

méthodologie, prenant en compte plusieurs éléments souvent négligés. Lors de ses tests, Google a indiqué avoir suivi non seulement l'énergie et l'eau utilisées par le modèle en cours de calcul, mais aussi l'utilisation réelle des puces à grande échelle, qui « peut être bien inférieure aux maximums théoriques ». L'entreprise a surveillé l'énergie consommée au-delà des TPU et des GPU sur lesquels s'exécute l'IA, en prenant également en compte le processeur et la RAM de l'hôte. Elle a également inclus l'énergie consommée par les « machines inactives », c'est-à-dire les systèmes qui doivent rester en veille même lorsqu'ils ne sont pas en activité pour gérer les pics de consommation, ainsi que l'infrastructure toujours utilisée, même pour des calculs non liés à l'IA, comme les frais généraux des centres de données, les systèmes de refroidissement et la consommation d'eau.

Google affirme que la consommation énergétique de l'IA a été surestimée

Google a déclaré avoir comparé une approche « non exhaustive » à la sienne. La première estimait que « le prompt texte Gemini médiane consomme 0,10 Wh d'énergie, émet 0,02 gCO₂e et consomme 0,12 ml d'eau. » ; des chiffres qui, selon Google, sous-estiment « considérablement » l'empreinte de Gemini et sont, au mieux, « optimistes ».

Sa propre méthodologie, en revanche, a révélé des estimations plus élevées : 0,24 Wh, 0,03 gCO₂e et 0,26 ml d'eau. « Nous pensons qu'il s'agit de la vision la plus complète de l'empreinte globale de l'IA », a déclaré Google.

Malgré ces chiffres plus élevés, Google a néanmoins affirmé que la consommation énergétique de l'IA avait été surestimée.

Réduction de l'empreinte et efficacité

« La consommation d'énergie, les émissions de carbone et la consommation d'eau étaient en réalité bien inférieures à ce que nous observions dans certaines estimations publiques », a déclaré Savannah Goodman, responsable des laboratoires d'énergie avancée de Google.

Mme Goodman n'a pas cité d'estimations précises à des fins de comparaison.

L'entreprise a indiqué que « sur une période récente de 12 mois, l'empreinte énergétique et l'empreinte carbone totale du prompt texte médiane des applications Gemini ont été divisées respectivement par 33 et 44, tout en offrant des réponses de meilleure qualité. » Cependant, Google a ajouté que ni les données ni les affirmations n'avaient été vérifiées par un tiers. L'avenir durable « full stack » de Google Google a cité plusieurs approches mises en œuvre dans ses centres de données pour améliorer l'efficacité globale. Parmi celles-ci figurent :

L'optimisation des performances matérielles

L'utilisation du raisonnement hybride et de la distillation L'apprentissage par des modèles plus grands de modèles plus petits Google a également réitéré son engagement à utiliser des sources d'énergie propres et à reconstituer l'eau douce utilisée pour le refroidissement.

Lutte contre les pannes de courant

Pour tenir compte des pannes de courant causées par les pics de tension, Google a signé plus tôt ce mois-ci des accords avec des fournisseurs d'énergie prévoyant une réduction de la consommation d'énergie de ses centres de données pendant les périodes critiques.

Si les émissions des centres de données de l'entreprise pourraient avoir diminué de 12 %, son dernier rapport sur le développement durable, publié en juin, montre que la consommation énergétique de Google a plus que doublé en seulement quatre ans. Les données relatives à Gemini semblent moins alarmantes que de nombreuses autres estimations d'utilisation de l'IA, mais cela ne doit pas être interprété comme une preuve que Google est en dessous des normes de consommation énergétique du secteur technologique, ou qu'il procède à des réductions à plus grande échelle, surtout compte tenu de la popularité de Gemini auprès des utilisateurs au quotidien.

Comment réussir ses études de médecine ?



POUR réussir ses études de médecine, il n'y a évidemment pas de solution miraculeuse. Cependant, grâce à une bonne préparation et à la connaissance de différentes astuces, il est possible de faciliter les choses. Voici comment mettre toutes les chances de votre côté !

Préparer sa première année de médecine

Pour réussir ses études de médecine, il faut assurer sa première année. Et pour cela il faut de la préparation, de la motivation et de la régularité. Vous pouvez aussi faire une prepa médecine plus facilement grâce à Antemed.

Consacrer plus de temps d'étude aux matières les plus difficiles

La plupart des élèves ont une matière dont ils ont peur. Au lieu de la laisser pour la dernière minute, affrontez-la dès le début et consacrez-y plus de temps d'étude. Cela vous permettra de gagner en sécurité et en tranquillité et vous pourrez étudier le reste des matières que vous appréciez par la suite tranquillement.

Trouver un compagnon d'études

Si étudier avec un ami peut être amusant, il est préférable de choisir quelqu'un qui prend les études au sérieux. Si c'est un camarade de classe, vous pourrez partager des notes, vous poser des questions et même vous expliquer des choses que vous ne comprenez pas.

Étudier tous les jours

Bien qu'il soit logique que vous vouliez avoir un jour de congé, si vous étudiez tous les jours, vous aurez plus de chances de réussir vos études de médecine. De plus, vos temps d'étude seront plus courts de cette manière et vous pourrez rafraîchir les concepts pour les tests. Regarder vos cours tous les jours vous aidera à vous en souvenir plus facilement et à améliorer vos performances en classe.

Apprendre à se récompenser

Les récompenses sont un moyen sain d'encourager les habitudes d'étude. Lorsque vous atteignez vos objectifs, donnez-vous un prix ou faites quelque chose que vous appréciez. Vous pouvez également choisir de petites récompenses entre les différentes matières comme écouter une chanson ou manger une friandise.

Éviter les distractions

Beaucoup sont fiers de pouvoir mener plusieurs activités simultanément, mais les études ne sont pas le moment pour cela. Éteignez la télévision et gardez votre téléphone ou tout appareil qui pourrait vous distraire. Pensez à aller étudier à la bibliothèque, parce que si vous êtes seul, vous serez tenté de faire d'autres choses, alors que dans la bibliothèque tout le monde étudiera.

Trouver un tuteur pour vous aider à étudier

Si vous ne parvenez pas à encourager des habitudes d'étude durables, trouvez-vous un tuteur. Non seulement il est utile pour étudier chaque matière, mais il fournit aussi souvent de nouvelles façons d'étudier. En général, les tuteurs placent des annonces sur les panneaux d'affichage.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS



Une nouvelle voiture électrique urbaine venue de Chine n'est pas sans rappeler les Schtroumpfs ("smurfs" en anglais). La Livan Smurf EV porte bien son nom. Elle fait son apparition alors qu'un nouveau film sur les petits personnages bleus est actuellement à l'affiche dans les cinémas.

Cette nouvelle voiture électrique inspirée des Schtroumpfs fait sensation en Chine

Le constructeur automobile Geely, propriétaire notamment de Volvo et Polestar, lance la Smurf EV via sa filiale Livan. La voiture mesure un peu plus de 3 mètres de long (3,10 mètres pour être précis), 1,55 mètre de large et 1,61 mètre de haut. À titre de comparaison, une Fiat 500e est nettement plus grande, avec ses 3,63 mètres de long. La Smurf est disponible en rose, vert clair et bleu schtroumpf.

Bleu et blanc, avec une touche de Schtroumpf Visuellement, le lien avec les célèbres personnages de bande dessinée est évident. La compacte Livan (bleue) est dotée de grands phares qui rappellent les yeux des Schtroumpfs. L'intérieur est épuré et moderne et dispose d'un grand écran

sur le tableau de bord.

Le moteur électrique développe une puissance modeste de 40 ch, ce qui permet à cette petite citadine d'atteindre une vitesse maximale de seulement 100 km/h. Grâce à sa batterie de 17 kWh, vous pouvez parcourir 200 kilomètres avec une charge complète.

Ce qui rend cette petite voiture vraiment spéciale, c'est son prix. Bien qu'aucune somme officielle n'ait encore été annoncée, les experts l'estiment à environ 5.000 dollars, soit environ 4.700 euros. C'est à peu près le prix d'un vélo électrique haut de gamme aujourd'hui. Une bonne affaire, donc, si on la compare à d'autres citadines électriques.

Va-t-elle arriver en Belgique?

Pour l'instant, la Livan Smurf



EV est uniquement destinée au marché chinois, où elle concurrencera la très populaire Wuling Mini EV. On ne sait pas encore si cette petite voiture arrivera en Europe, et donc en Belgique. Il faut d'abord trouver des importateurs et

obtenir les autorisations nécessaires. Il y a toutefois de l'espoir, car les modèles plus grands de Livan sont déjà vendus en dehors de la Chine, par exemple dans des pays comme l'Espagne, la Russie et les Émirats arabes unis.

Incendies : L'exposition de la population mondiale a augmenté de 40 % en 20 ans

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE • Une augmentation de 54 % des conditions météorologiques extrêmes propices aux incendies a été enregistrée ces dernières années selon cette étude

Selon une étude de la revue scientifique américaine Science publiée jeudi, l'exposition de la population mondiale aux incendies a bondi de 40 % en 20 ans. Au total, entre 2002 et 2021, les feux de forêt ont menacé 440 millions de personnes dans le monde.

« Nous montrons que la dynamique démographique est responsable de 25 % » de ces expositions humaines aux feux de forêt, justifie l'étude. « Bien que les catastrophes liées aux feux de forêt en Amérique du Nord, en Europe et en Océanie aient rete-

nu le plus l'attention, 85 % des expositions mondiales se sont produites en Afrique », ne manquent pas de rappeler les chercheurs.

LA RESPONSABILITÉ HUMAINE

Ces dernières années, les feux de forêt ont affecté les systèmes sociaux et environnementaux dans diverses régions. Le changement climatique a son rôle à joué avec une hausse du nombre de jours « propices à un comportement extrême des incendies » et une augmentation de « 54 % des conditions météorologiques extrêmes propices aux incendies ». À noter que 1,53 million de décès par an dans le monde « sont attribuables à la pollution atmosphérique induite par les incendies de paysage »,



continue l'étude.

Les activités humaines ne sont pas à sous estimer dans l'augmentation de ces incendies puisque « les incendies humains, intentionnels et accidentels, sont responsables de 84 % de tous les incendies de forêt aux États-Unis ». En Europe méditerranéenne, le pourcentage s'élève à plus de 90 %.

Rotorua, le joyau géothermique de Nouvelle-Zélande où la terre respire

Au cœur de la ceinture de feu du Pacifique, la région de Rotorua, en Nouvelle-Zélande, possède l'un des champs géothermiques les plus actifs au monde.



La terre respire, elle tremble et s'agite sous nos pieds et s'il est un sol qui peut en attester, c'est bien celui de la Nouvelle-Zélande. Plus spécifiquement, celui de la région de Rotorua. Ici, au beau milieu de l'île du nord, une odeur de soufre et des nappes de fumée s'échappent des entrailles de la terre, formant un paysage fascinant fait de geysers, de bassins de boue et de sources d'eau bouillonnantes. Cette curiosité géothermique et la culture maori qui l'accompagne attirent chaque année des touristes venus du monde entier. En 2024, le site a accueilli en moyenne 18 000 visiteurs par jour, dont plus de 3 000 étrangers, selon les chiffres de l'Agence de développement économique et de l'Organisation régionale du tourisme de Rotorua (source Vistr). "Il y a des sources thermales un peu partout en Nouvelle-Zélande, mais Rotorua est unique de par l'activité volcanique de Taupō", explique Brad Scott, spécialiste des informations volcaniques et expert de l'histoire géothermale de Rotorua pour le

Earth Sciences New Zealand (anciennement GNS Science). Le site se situe sur la ceinture de feu du Pacifique, une chaîne de volcans actifs parcourant les 40 000 km de pourtour de l'océan Pacifique. Deux volcans toujours actifs La zone volcanique de Taupō a commencé à se former il y a 2 millions d'années et est active depuis environ 1,5 million d'années. Elle regroupe huit volcans de caldeira, dont deux toujours actifs : Taupo et Okataina, théâtre de l'éruption du Tarawera en 1886. Ces volcans contiennent d'importants volumes de roches chaudes d'une surface de 200 km³ qui génèrent un flux de chaleur supérieur à la moyenne. Ces vestiges de magma réchauffent l'eau du sol, formant des systèmes géothermiques étonnants. Tel un géant endormi, le volcan Rotorua, entré en éruption il y a 240 000 ans, nourrit encore l'activité géothermique de la région. Cette surface géothermale s'étend sur une superficie d'environ 12 km², répartie en 13 systèmes géothermiques, dont "10 ou

11 zones adaptées au tourisme", détaille Brad Scott. 1 500 formations de surface y sont recensées. La plupart d'entre elles étant des sources d'eau bouillante dont la température atteint 100 °C ou des sources d'eau chaude de 13 °C. "À deux ou trois kilomètres en dessous de la surface du sol, les températures atteignent 300 °C." À ces formations s'ajoutent de vastes étendues de sols chauds, des zones de sources acides, des lacs de cratère aux couleurs détonnantes, des terrasses de sédimentation ou encore certains des derniers geysers de Nouvelle-Zélande. Un équilibre entre exploitation et préservation Ce paysage singulier abrite des habitats uniques. On y trouve par exemple une prédominance de plantes endémiques telles le Kānuka, le Mānuka ou le Mingimingi dans les zones dites "de sols chauffés". Les rives des cours d'eau, les sols chauffés et les sols hydrothermaux, tous présents

dans le système de Rotorua, sont classés "en danger critique d'extinction", selon un rapport de synthèse environnementale coécrit par Brad Scott et publié par le Earth Sciences New Zealand et le conseil régional de la baie de l'Abondance en septembre 2021. C'est pourquoi il est important de maintenir un équilibre entre utilisation et préservation des systèmes géothermiques. Une leçon que les autorités en charge de la région ont apprise à leurs dépens. Pendant près d'une décennie (1880-1980), la surexploitation géothermique a réduit les écoulements de fluides, asséchant les formations rocheuses en profondeur. De nombreuses sources et geysers ont cessé de jaillir, et le risque d'effondrement des sols a été décuplé. Depuis, les forages ont été réduits de près de 60 % entre 1980 et 2020, des régimes de réinjection ont permis de diminuer les affaissements, et les autorités locales mettent aujourd'hui un point d'honneur à ne pas reproduire les erreurs du passé.

Ces pays qui réinventent la cantine scolaire pour mieux nourrir les enfants



DE LIÈGE au Japon, en passant par les États-Unis, les cantines scolaires s'engagent pour une alimentation plus saine, locale et durable. Tour d'horizon de ces initiatives inspirantes qui changent la façon de nourrir les enfants.

1. Belgique : Liège fait sa mue Fin 2024, Liège (200 000 habitants) a réussi le pari d'atteindre le 100 % bio dans

ses cantines scolaires et ses crèches. Une révolution pour la ville qui plafonnait, en 2020, à 5 % de bio dans la restauration scolaire. Elle s'est appuyée sur le réseau européen BioCanteens, qui permet aux villes de partager leurs expériences.

2. Japon : place au shokuiku L'archipel japonais a lancé en 2005 une campagne nationale "d'éducation à l'alimentation et à la nutrition" (traduction du terme shokuiku), destinée à tous les âges de la vie, dès la crèche ! L'objectif : sensibiliser dès le plus jeune âge à un régime alimentaire sain et durable. Les écoles s'engagent notamment à supprimer les distributeurs automatiques et à servir plus de 50 % de produits locaux dans les menus.

3. États-Unis : le local à l'honneur Le programme Farm to School a touché près de 75 000 écoles américaines depuis 2007. À travers lui, elles s'engagent à servir à la cantine des aliments frais produits

localement : fruits, légumes, oeufs, yaourts, viande... Elles intègrent aussi des cours de nutrition, des visites de fermes, des sessions de jardinage et des formations sur le recyclage. Le dispositif offre ainsi aux agriculteurs de nouveaux débouchés.

Dans les chocolats, céréales et biscuits, le cadmium inquiète les associations de consommateurs

SELON une enquête de l'UFC-Que Choisir, le chocolat et plusieurs produits cacao-tés contiennent une quantité "non négligeable" de cadmium, un métal lourd toxique à long terme pour la santé. Le chocolat contient une quantité "non négligeable" de cadmium, métal lourd aux effets nocifs pour la santé, met en garde jeudi l'UFC-Que Choisir, qui préconise de "modérer sa consommation", en particu-

lier chez les enfants. Selon l'association de défense des consommateurs, déguster dans la même journée deux biscuits fourrés Bjorg, un bol de Chocapic et une tasse de chocolat chaud Poulain apporte à un enfant de 10 ans "près de la moitié de la dose maximale quotidienne de cadmium" à partir de laquelle un risque sanitaire est possible. La valeur toxicologique de référence (VTR) de ce métal qui s'accumule dans l'organisme et expose à un risque accru de pathologies cardiovasculaires et de cancer a été fixée à "0,35 microgramme (µg) de cadmium par kilogramme de poids corporel par jour" par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Début juin, des médecins libéraux avaient alerté sur la contamination massive des Français – principalement les enfants et les femmes – au cadmium via des engrais phosphatés utilisés en agriculture, qui se retrouvent notamment dans les céréales du petit déjeuner, le pain ou les pommes de terre.

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070) 25.19.19
Fax : (021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
**QUOTIDIEN NATIONAL
D'INFORMATION**

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070) 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe
Presse et Communication au
capital de 9 764 000 DA

Gérant
ALI MECHERI
**Directeur
de la publication**
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

IMPRESSION
SIMPRAL

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
**CONTACTEZ AUSSI
ANEP**

« POUR VOTRE PUBLICITE
S'ADRESSER A :
L'Entreprise Nationale de
communication, d'Edition et de
Publicité » Agence ANEP 01, Avenue
Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48

(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la presse Ahmed
Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa

Bejaïa : Centre Commercial
SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• Tipasa B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits
réservés. Reproduction partielle
ou totale, par quelque procédé
que ce soit, interdite sans
autorisation expresse de la
Direction.
Les documents remis, envoyés
ou électroniquement transmis au
Journal ne sont pas retournés et
ne peuvent faire l'objet d'aucune
réclamation, sauf accord écrit
préalable.

Quelles sont les causes d'un ulcère à l'estomac

Environ 90 000 nouveaux cas d'ulcères gastro-duodénaux sont diagnostiqués chaque année et deux causes en sont particulièrement responsables.

Douloureux, l'ulcère de l'estomac aussi appelé "ulcère gastro-duodonal" traduit une plaie au niveau de la paroi interne de l'estomac. D'après la Société nationale française de gastro-entérologie, environ 90 000 nouveaux cas d'ulcères gastro-duodénaux sont diagnostiqués chaque année, Diverses causes en sont responsables.

L'Helicobacter Pylori, première cause de l'ulcère à l'estomac

La principale cause des ulcères à l'estomac est une infection gastrique due à la bactérie *Helicobacter Pylori*. Cette bactérie est notamment responsable d'une inflammation chronique de l'estomac appelée "gastrite". Certaines personnes peuvent être porteuses de cette bactérie, qui colonise l'organe pendant plusieurs années avant de provoquer d'éventuels symptômes, témoins d'une inflammation de la muqueuse gastrique. La présence d'*Helicobacter Pylori* fragilise la paroi de l'estomac, la rendant plus vulnérable aux agressions acides des sucs gastriques. Ainsi, *Helicobacter Pylori* entraîne une diminution de la protection de la paroi de l'estomac contre l'acidité, pouvant générer des ulcères gastriques.

Médicament : les anti-inflammatoires non stéroïdiens, agressifs pour l'estomac

Certains médicaments sont à l'origine des ulcères de l'estomac, notamment les anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) et l'aspirine. Les AINS luttent contre l'ensemble des symptômes d'une inflammation et certains d'entre eux sont disponibles sans ordonnance. Même s'ils sont efficaces, ils ne sont pas sans effets indésirables. "Les anti-inflammatoires non stéroïdiens, qui ne sont pas des corticoïdes, ont une agressivité directe sur l'estomac. Les AINS abîment les muqueuses gastriques, pou-



vant alors provoquer des ulcères plus ou moins graves, détaille le docteur Sophie Bauer, chirurgienne et Présidente du syndicat des médecins libéraux. Il peut également s'agir d'aspirine prise à haute dose. La douleur typique de l'ulcère causée par les médicaments est la "faim douloureuse", douleur calmée par l'ingestion de nourriture."

Le tabac augmente l'acidité gastrique

La consommation de tabac augmente l'acidité gastrique, causant des dommages au niveau de l'estomac. "Le tabagisme est le premier facteur de risque d'ulcères à l'estomac, indique le docteur Sophie Bauer. Le tabac donne des ulcères gastriques et des ulcères duodénaux. En effet, le tabac est lié à un cortège d'agressivité de l'organisme. Un patient souffrant d'un ulcère doit arrêter de fumer. Sinon, cette plaie profonde ne cicatrise pas." La guérison est plus lente et les patients sont susceptibles de récidiver.

Et le stress ?

Le stress s'avère être un facteur de risque de développer un ulcère à l'estomac. Toutefois, il ne s'agit pas du stress auquel nous sommes confrontés au quotidien. "Il existe l'ulcère de stress, mais plutôt lié à des maladies traumatiques importantes. Un accident de la route ou une intervention chirurgicale lourde par exemple stresse l'organisme. Le

stress doit être très sévère pour déclencher un ulcère. D'ailleurs, chez les personnes polytraumatisées, nous avons tendance à prévenir les ulcères par la prise de médicaments." En revanche, le stress quotidien peut aggraver et entretenir le terrain ulcéreux de la personne.

Une alimentation trop acide

"Certains aliments acides peuvent finir par agresser la muqueuse œsophagienne et stomacale, comme les piments par exemple", indique le Dr Sophie Bauer. Une consommation excessive de café et de thé est, à terme, irritante pour les muqueuses. "L'alcool fait aussi partie des éléments toxiques pour l'organisme et nuisible pour l'œsophage, le tube digestif, le foie (hépatite alcoolique)."

Les maladies et anomalies du système digestif

"Les maladies inflammatoires causent rarement des ulcères au niveau de l'estomac, mais plutôt des lésions au niveau du duodénum et des intestins," précise notre experte. Il existe également des ulcères œsophagiens, causés par une anomalie malformative ou par le RGO (reflux gastro-œsophagien). La valve permet d'empêcher le liquide acide de l'estomac de remonter par l'œsophage. Cette valve présente alors une anomalie : elle est trop lisse et fonctionne mal, d'où les remontées acides, pouvant aller jusqu'au cancer de l'œsophage lorsque

BIEN-ÊTRE

le RGO n'est pas pris en charge. Des lésions œsophagiennes ou des vomissements chroniques, en cas d'anorexie par exemple, sont aussi des causes potentielles d'ulcères.

D'après le docteur Sophie Bauer, la hernie par roulement est aussi un facteur de risque dans la survenue d'ulcère gastrique. "L'estomac forme une poche supplémentaire, provoquant des phénomènes de reflux, avec une sensation de remontée acide en position allongée. La hernie par roulement peut donner des toux inexplicables, car les reflux sont irritants."

La tumeur pancréatique, une cause rare

L'ulcère de l'estomac peut révéler une affection de santé plus grave, comme une tumeur du pancréas (gastrinome) ou du duodénum (syndrome de Zollinger Ellison). La présence de ces tumeurs favorise la sécrétion de gastrine, qui a son tour provoque une hypersécrétion acide, potentiellement responsable d'ulcère. Toutefois, cela est exceptionnel.

Cet aliment peut faire disparaître les brûlures d'estomac en 30 secondes

Cet aliment faible en substance acide permettrait de soulager une brûlure d'estomac en moins d'une minute, affirme le Dr Joseph Salhab, gastro-entérologue spécialiste du reflux.

Une douleur persistante dans la région épigastrique doit amener à consulter son médecin traitant. L'ulcère gastrique peut également être asymptomatique et repéré de manière fortuite lors d'un examen comme l'endoscopie.

"La fibroscopie œso-gastro-duodénale est l'examen permettant de confirmer le diagnostic d'ulcère, permettant une visualisation à la fois de l'œsophage, du duodénum et de l'estomac. Cet examen peut être complété par un prélèvement bactériologique, notamment en cas de récurrence d'ulcère ou d'ulcère lié à la présence de germes." Et le médecin de conclure, "lorsque des symptômes sont révélateurs d'un trouble digestif, il est important de consulter son médecin afin de poser le diagnostic et de mettre en place un traitement approprié pour soigner l'ulcère, souvent traité par la prise de médicaments IPP, appartenant à la famille de l'oméprazole".

Paralysie de Bell : c'est quoi, à cause du stress ?

LA PARALYSIE de Bell se caractérise par une paralysie soudaine des muscles du visage.

La paralysie de Bell est la cause la plus fréquente des paralysies faciales périphériques. Elle s'installe soudainement. La paralysie de Bell fait partie des effets indésirables considérés comme "rares" des vaccins à ARN (de Pfizer et Moderna) contre le Covid-19.

C'est quoi la paralysie de Bell ?

La paralysie de Bell vient du nom de Charles Bell, un chirurgien écossais né en 1774 et mort en 1842. Cette paralysie est aussi appelée "paralysie faciale a frigore" car on pensait autrefois que le froid était à l'origine de la maladie. Elle désigne une paralysie unilatérale du visage, c'est-à-dire qui touche un seul côté.

Quelles sont les causes ?

Physiologiquement, la paralysie de bell

serait provoquée par une inflammation et une compression du nerf facial. L'inflammation du nerf facial peut être elle-même causée par une infection au virus Herpès Simplex. Une lésion du nerf facial peut aussi l'entraîner et être provoquée par une opération chirurgicale de l'oreille ou une infection de l'oreille. Parmi les autres causes évoquées, un degré de stress élevé.

Le stress peut-il être lié ?

Si la paralysie de Bell est généralement d'origine virale, elle pourrait être favorisée par un stress permanent.

Quels symptômes ?

"La paralysie de Bell se manifeste par une asymétrie du visage avec une difficulté ou une impossibilité de fermer l'œil du côté de la paralysie et une déviation de la bouche vers le côté non atteint", explique le Dr Antoine Moulonguet. Dans les cas graves, la paralysie entraîne l'affaissement de tout le côté du visage atteint. La personne peut avoir des difficultés à avaler (car le muscle buccinateur est paralysé) et à

baver. Les symptômes ressemblent à ceux de l'AVC.

Quelle est la durée d'une paralysie de Bell ?

"L'évolution est variable, certaines formes permettent une récupération rapide en quelques semaines (cas le plus fréquent) et d'autres entraînent des séquelles durables", indique le neurologue.

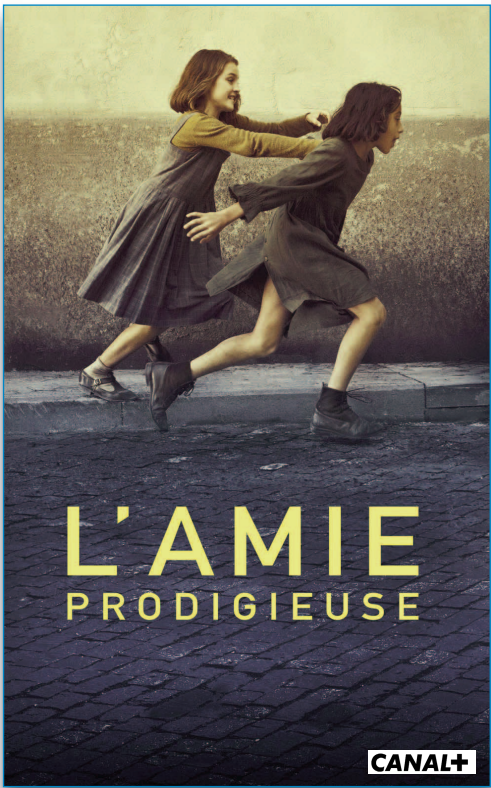
Comment la soigner ?

Le traitement de la paralysie de Bell repose sur la prévention des complications oculaires dues au fait que la paupière ne protège plus l'œil. "Il faut donc mettre des gouttes pour protéger la cornée et prendre un avis ophtalmologique en urgence", prévient le Dr Antoine Moulonguet.

La nuit, une occlusion de l'œil est nécessaire, le jour il faut porter des lunettes pour protéger l'œil. "Le traitement immédiat doit comporter une prévention anti herpès virus (zelitrex ou zovirax) associée à une courte corticothérapie. Si on note d'autres signes associés à

la paralysie faciale et notamment des troubles sensitifs de l'hémiface (engourdissement ou perte de sensibilité) un complément par une I.R.M. encéphalique est nécessaire. Sur le plan biologique devant un premier épisode, il faut vérifier la glycémie la sérologie de Lyme et la sérologie VIH", continue le spécialiste. Certains exercices favorisent la récupération.

froncer les sourcils, plisser le front, montrer les dents, plisser le nez, fermer les yeux, s'entraîner à sourire la bouche ouverte puis avec la bouche fermée, abaisser la commissure des lèvres, gonfler puis creuser les joues. Il est recommandé de les exécuter plusieurs fois par jour en prenant son temps, sans oublier de se reposer si l'on sent que l'on commence à fatiguer. "Une prise en charge en kinésithérapie reste discutée, personnellement je la conseille, cinq séances pour apprendre les mouvements de rééducation", commente le neurologue.



télévision

PROGRAMME DU JOUR		
21h00	Série de suspense - France 2024 Rien ne t'efface	TF1
21h00	Série policière L'art du crime	2
21h00	Téléréalité - France 2025 L'amour est dans le pré	6
21h00	Série dramatique Etats-Unis - 2024 L'Amie prodigieuse	CANAL+
20h50	Film d'animation France - Danemark 2006 Astérix et les Vikings	W9
20h50	Film d'horreur Grande-Bretagne - 2002 28 jours plus tard	CINE + FRISSON
21h00	Série humoristique France 2001 Kaamelott	6ter
21h00	Cinéma - 2025 La Pampa	CINE + PREMIER
21h50	Sport Marie-Jo	CANAL+ SPORT
21h00	Cinéma - France 2023 Roqya	CINEMA
20h50	Film pour la jeunesse Etats-Unis - 2020 Le jardin secret	CANAL+ family
21h15	Film d'aventures Etats-Unis - 1991 Robin des Bois, prince des voleurs	TMC

21h00

la chaine

CANAL+
SERIES



Série humoristique (Grande-Bretagne - 2024)
Saison 1 - Épisode 1/2

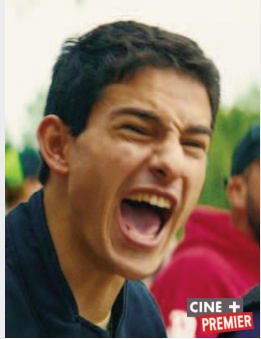
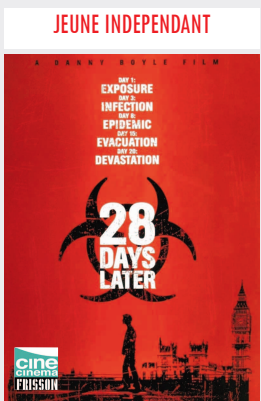
Such Brave Girls

Deb, une mère célibataire, se débat pour maintenir l'équilibre de sa famille alors qu'elle élève ses deux filles adolescentes, Josie et Billie. La vie quotidienne est assombrie par la dépression chronique de Josie, qui lutte pour trouver sa place dans un monde qui lui semble souvent hostile. De son côté, Billie refuse d'accepter la rupture avec son petit ami, se raccrochant à l'espoir d'une réconciliation.

22h00
Série humoristique (France - 2023)
Saison 1 - Épisode 1/2

Enterrement de vie de garçon

Cinq amis inséparables se réunissent pour une soirée mémorable avant un événement marquant dans leur vie. Alors qu'ils partagent rires et souvenirs, l'atmosphère se charge de tension lorsqu'un des membres du groupe, au cœur d'une vie personnelle tumultueuse, décide de révéler une nouvelle qui va bouleverser leur dynamique.



HORAIRES DES PRIÈRES	A N N A B A					CONSTANTINE					A L G E R					O U A R G L A					C H L E F					M O S T A G A N E M					O R A N				
	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha
	04:13	12:31	16:13	19:07	20:37	04:19	12:36	16:17	19:11	20:40	04:34	12:50	16:31	19:25	20:53	04:36	12:41	16:18	19:11	20:34	04:41	12:57	16:38	19:32	21:00	04:46	13:01	16:42	19:36	21:04	04:50	13:05	16:45	19:39	21:07

LE JEUNE

N° 8271 – LUNDI 25 AOUT 2025

INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net



Maximales

Minimales

Alger	35°	24°
Oran	39°	24°
Constantine	35°	19°
Ouargla	41°	25°

AFRIQUE DU NORD

Rabat principale menace pour la paix

La politique expansionniste du régime du Maroc est un véritable danger pour la paix et la sécurité dans toute la région de l'Afrique du Nord. C'est la conclusion des travaux d'une Conférence internationale organisée à New York, aux Etats-Unis, consacrée aux menaces induites par l'occupations marocaine du Sahara occidental et son refus d'appliquer les résolutions onusiennes sur l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui depuis la signature des accords de cessez-le-feu il y a 35 ans.

Les participants à cette conférence internationale organisée par le Global Monitoring Center américain ont unanimement affirmé que la poursuite de l'occupation marocaine du Sahara occidental et ses visées expansionnistes constituent la principale menace pour la paix et la sécurité dans la région.

Ils ont appelé à une décolonisation urgente du territoire occupé afin de garantir la stabilité et la sécurité en Afrique du Nord. Ils ont également dénoncé la politique marocaine qui, selon eux, utilise l'occupation du Sahara occidental pour consolider son propre régime fragilisé par la crise économique et sociale, la paupérisation de larges couches de la population, l'inflation galopante et l'absence de libertés politiques. Pour les conférenciers, les crimes commis contre le peuple sahraoui, la stratégie expansionniste de Rabat contre ses voisins (Algérie, Mauritanie notamment) et ses conséquences font peser de lourdes menaces sur les pays voisins et même jusqu'aux pays du Sahel. Par ailleurs, les participants ont exhorté la communauté internationale à rompre avec la politique du «deux poids, deux mesures» et à admettre que la paix durable en Afrique du Nord-Ouest dépend directement de la fin des ambitions expansionnistes du Maroc et de la reconnaissance du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.



Un véritable danger.

Dans son intervention, Jacob Mundy, professeur d'études sur la paix et les conflits à l'université Colgate de New York, a retracé l'histoire du conflit depuis la colonisation espagnole. Il a rappelé que l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de justice en 1975 a confirmé l'absence de toute souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Sur ce point, il a expliqué que ce verdict avait été conforté par de nombreuses résolutions onusiennes reconnaissant le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination. L'universitaire a également évoqué les motivations profondes de l'invasion marocaine, parmi lesquelles les ambitions expansionnistes dans les pays voisins, la crise de légitimité interne du régime de l'époque, mais aussi l'attrait pour les richesses naturelles considérables de la région et les projets de leur exploitation, notamment le

phosphate et les richesses halieutiques. Pour sa part, l'avocate spécialisée en droit international, Kathleen Thomas, a rappelé la nature juridique de la question du Sahara occidental comme étant un cas de décolonisation. Forte de son expérience au sein de la MINURSO, elle a témoigné des nombreuses manœuvres marocaines visant à fausser le processus de paix, notamment en tentant d'altérer le recensement électoral par l'installation massive de colons marocains dans le territoire occupé. Selon elle, «le Maroc redoute le résultat d'un référendum, car il sait que le peuple sahraoui choisirait l'indépendance». Elle a regretté l'inaction du Conseil de sécurité face aux tentatives marocaines de manipuler le processus et a qualifié l'initiative d'autonomie» proposée par Rabat de simple manœuvre destinée à légitimer une occupation

illégale. La juriste a également souligné que, contrairement au régime marocain, la République sahraouie avait construit des institutions démocratiques solides fondées sur l'Etat de droit, développant une culture politique ancrée dans la tolérance, l'ouverture et la coexistence pacifique. Elle a insisté sur le fait qu'un Etat sahraoui indépendant constituerait un facteur de stabilité en Afrique du Nord, alors que le régime marocain représente un danger pour la sécurité de toute la région. Elle a aussi dénoncé les tentatives de Rabat de discréditer la lutte du peuple sahraoui et de ternir l'image du Front Polisario, affirmant que les responsables américains, au sein de l'Administration et du Congrès, savent pertinemment que les accusations marocaines sont infondées. De son côté, Sidi Mohamed Omar, représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et coordinateur avec la MINURSO, a réaffirmé la légitimité juridique de la cause sahraouie, rejetant la proposition marocaine, la qualifiant d'«insignifiante» et de «grotesque» car contraire au droit international. Il a enfin assuré que le peuple sahraoui poursuivra sa lutte par tous les moyens légitimes jusqu'à l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

Hachemi B.

DYNAMISATION DU MARCHÉ FINANCIER

La Cosob lance une consultation nationale

MALGRÉ une certaine dynamique observée ces derniers mois à la Bourse d'Alger, il reste encore beaucoup à faire pour que cette institution financière remplisse pleinement son rôle, à savoir augmenter sensiblement les entreprises qui y sont cotées. C'est dans cet objectif que la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a décidé de lancer une consultation nationale, mettant à contribution tous les acteurs concernés, notamment les experts. La léthargie qui a longtemps caractérisé la Bourse d'Alger ne devrait plus être de mise, cela d'autant qu'un nombre important d'entreprises et de start-up ont été créées ces dernières années. Ouvrir son capital à l'actionnariat reste encore timide et accomplir le grand saut en passant ce cap n'est pas une culture complètement ancrée chez les entrepreneurs. C'est pourquoi la Cosob a annoncé, hier, le lancement d'une consultation nationale visant à recueillir des idées et propositions pour dynamiser le marché financier.

«Cette initiative, ouverte à l'ensemble des acteurs économiques et sociaux, s'inscrit dans la deuxième phase de la stratégie de développement et de réformes engagée depuis 2023», a indiqué la Cosob dans un communiqué. Les chercheurs, les étudiants, les professionnels, les entrepreneurs ainsi que les citoyens intéressés sont appelés à «contribuer activement» à la démarche de la Cosob, en lui soumettant leurs propositions. Les thématiques de consultation portent notamment sur la dynamisation du marché secondaire, le rôle des investisseurs institutionnels, l'émergence de nouveaux instruments et acteurs, le financement des PME et startups, ainsi que l'intermédiation financière non bancaire (OPCR, crowdfunding, etc.), selon les précisions de la Cosob. Cette dernière ajoute que «la finance durable, verte et islamique, l'inclusion et l'éducation financières, ainsi que la Fintech et l'innovation» figurent également parmi les axes retenus. Tous ceux qui veulent apporter leur contributions à

l'initiative de la Cosob ont jusqu'au 30 septembre prochain pour lui faire parvenir leurs propositions via son site internet, dans la rubrique «Consultation». A l'issue de ce processus, une série d'ateliers thématiques sera organisée pour approfondir les propositions retenues. «L'objectif affiché est de bâtir, collectivement, un marché financier moderne, inclusif et dynamique, au service du développement économique national», a tenu à souligner l'institution financière. La première phase de la stratégie de développement et de réformes du marché financier engagée depuis 2023, rappelle-t-on, avait permis l'actualisation complète du cadre réglementaire régissant les activités du marché financier, établissant ainsi les bases d'une dynamique de transformation durable. La deuxième, quant à elle, consiste à mobiliser l'ensemble des parties prenantes autour de mesures concrètes favorisant l'incitation, l'innovation et la diversification du marché.

T. Gacem

ORAN

Saisie de plus d'un quintal de cocaïne

LE SERVICE régional de lutte contre le crime organisé à Oran a procédé, la semaine dernière, à la saisie de plus d'un quintal de drogue dure (cocaïne) et au démantèlement d'un réseau criminel à ramification internationale activant à partir du Maroc, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

«Dans le cadre des efforts consentis par les unités opérationnelles de la Sûreté nationale pour la lutte contre le crime organisé, le Service régional de lutte contre le crime organisé à Oran, a procédé, la semaine dernière, au démantèlement d'un réseau criminel organisé à ramification internationale activant à partir du Maroc jusqu'à l'Algérie, avec la saisie de 115,572 kg de cocaïne et à l'arrestation de cinq individus», précise le communiqué. «Cette opération qualitative a été menée grâce à une étroite coordination avec les services de la police judiciaire des wilayas de Mascara et de Sidi Bel Abbès, et aux investigations approfondies diligentées par les enquêteurs dudit service, ayant permis de dévoiler une tentative d'acheminer une importante quantité de drogues dures, par un réseau criminel organisé, vers les wilayas du Nord», ajoute la même source. Ainsi, «les membres du réseau ont été identifiés et le camion utilisé dans ce plan criminel a été intercepté au sud de la wilaya de Sidi Bel Abbès, avec la saisie de ladite cargaison de drogues qui était soigneusement dissimulées dans une cachette secrète spécialement conçue à cet effet». L'opération menée sous la supervision du parquet territorialement compétent a abouti à «l'arrestation de cinq personnes relevant de ce réseau criminel organisé et à la récupération du camion utilisé dans cet acte criminel», souligne le communiqué.

Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé d'Oran, conclut la même source.

S. N.

Condoléances

Le directeur de la publication Kamel Mansari est très peiné par le décès de l'épouse de son ancien collègue et ami à l'APS Bahet Lounis, présente à ce dernier ainsi qu'à fille Meriem, attachée culturelle à l'ambassade de Suede, et à leurs familles et proches ses plus sincères condoléances et les assure de son soutien en cette douloureuse circonstance.